

JOURNAL
BELGE
MONDIAL!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

DERNIÈRE PINCÉE DE CHARLIE!

Gérald Hanotiaux
Pages 4-5

DOSSIER PENSER LE TRAVAIL, QUEL TRAVAIL !

Coordonné par Philippe Godard
Page 9

KAIROS N'EST PAS UN JOURNAL

Alexandre Penasse
Pages 20-21



Illustration: Monsieur Iou

SOMMAIRE

NOUVELLES DE
L'EFFONDREMENT : ACTION,
CAMARADES !

Bernard Legros / Page 3

DERNIÈRE PINCÉE
DE CHARLIE !

Gérald Hanotiaux / Pages 4-5

POURQUOI TANT DE HAINE ?

Paul Lannoye / Page 6

CAUSE À MON CHAOS,
MA TÊTE EST MALADE

Jean-Pierre L. Collignon / Page 7

CECI N'EST
PAS UN PIÉTONNIER

Gwenaël Breës / Page 8

DOSSIER
PENSER LE TRAVAIL,
QUEL TRAVAIL !

Coordonné par Philippe Godard / Pages 9-19

Oubli du travail, Philippe Godard
De la surexploitation toujours plus féroce du travail
salarisé (arbeit), Régis Duffour
Burn-out: le mal du siècle, Marilú Zamora
Quelle vie après le travail?, Etienne Rodin
Que deviendrait le travail pendant la transition
décroissante? Bernard Legros

KAIROS N'EST PAS UN
« JOURNAL »...

Alexandre Penasse / Pages 20-21

BRÈVES

Page 22

RECENSIONS /
FOIRE AUX SAVOIR-FAIRE

Page 23

ANNONCES / AGENDA

Page 24

AGIR. PARTOUT.

Ce n'est que lorsque l'état de sidération aura été atteint que les sidérés, auparavant paisiblement confiants dans l'avenir de notre société, et donc de leur propre devenir et celui de leur descendance, comprendront que ce que, pour la plupart, savait inconsciemment, s'avère exact. Car il est évident que notre monde tel qu'il est, que les édiles politiques cautionnent tacitement ou en condamnant dans un geste inoffensif quelque'une de ces manifestations superficielles, ne peut plus durer. Les médias de masse tentent de nous persuader du contraire, décrivent encore les joutes et frasques des fantoches, sans avoir encore compris qu'il faut – aurait fallu – sortir du ring... qu'il n'y a plus rien à voir dans l'arène, seul le spectacle de catcheurs modernes – qui ne prennent aucun risque, mais entraînent avec eux l'avenir de l'humanité.

Cela fait des décennies que les combats engagent ceux qui luttent dans une tentative éreintante d'empêcher encore les « reculs » sur les avancées sociales obtenues, pendant que les maigres sauvegardes font oublier que pendant la lutte, l'ennemi préparait déjà nos futurs combats. Ceux qui disent que les « trente » furent quand même « glorieuses », oublient deux choses : les peuples non-occidentaux opprimés, re-colonisés juste après leur « libération », et l'illusion de l'énergie, bon marché et abondante à l'époque.

La récréation est finie. Si les catastrophes à venir semblent indubitables, que d'aucuns prédisent que « l'extinction de la race humaine à court terme est inévitable », il faut rappeler que les catastrophes se préparent depuis des décennies dans les coins reculés et intimes dont n'aiment pas parler les professionnels de la chose publique : dans une classe, à Molenbeek, La Louvière ou ailleurs, où l'on prêche les valeurs de la citoyenneté, mais que la pratique contredit chaque jour². Venez voir ces écoles où l'on forme « des citoyens libres, responsables, ouverts sur le monde et sa diversité culturelle », où l'on « développe le goût des élèves et des étudiants à rechercher la vérité avec une constante honnêteté intellectuelle, toute de rigueur, d'objectivité, de rationalité et de tolérance », et où l'on « accueille chaque élève et chaque étudiant sans discrimination »... dans des écoles à « discrimination positive ! »³. Vastes mensonges ! L'école moderne prépare l'enfant à la concurrence et à la compétition, prêt à se vendre sur le marché du travail. Le comparer, le juger et le jauger, toujours, par rapport à son voisin... le coter quand il apprend à lire ! Dans l'école moderne, « on ne leur a jamais donné l'occasion de prendre conscience qu'ils excellaient en quelque chose »⁴. Je la vois, la petite, se mettre à pleurer, profondément, dans mon bureau, lorsque j'évoque ses premières rencontres avec l'écrit, me dire qu'elle est bête. Cassée, par un système qui n'avait pas voulu voir tout ce qu'elle pouvait faire. A vie ? Venez voir les cellules où le détenu expérimente les conditions de la sous-humanité ; les entretiens de chômeurs hu-

miliés à l'Onem, les lieux de travail où suicides, burn-out, stress et compétitivité se côtoient dans un magma d'où surgit l'insensé...

Vos gueules donc ! politiciens et journalistes, de plus en plus en ont marre de vos discours creux que les faits contredisent : ils voient ce qui se passe loin des caméras, vivent ce que vous ne dites pas, sentent ce que vous taisez. La démocratie sonne comme un argument commercial chez vous, cette « démocratie » dont nous ne devons plus parler lorsqu'elle sera pleinement vivante. S'il est vrai que des décennies de publicités abrutissantes et de vaufrage dans la consommation ont anesthésié les cerveaux, que pouvons-nous savoir du « peuple » et de sa réaction, face au TTIP, à la fiscalité inique, à la destruction programmée de la nature, aux inégalités, au nucléaire, aux ondes ... s'il avait été éclairé par des médias qui donnaient la place à des débats contradictoires, des émissions didactiques, des prises de position qui lui auraient fait connaître les enjeux ? Pas une heure par jour, non ! Pas une émission dans le flot d'inepties quotidiennes, non ! Mais 20 heures par jour, avec quelques miettes laissées au divertissement, les chaînes offrant cette fois-ci à Coca-Cola un temps de cerveau disponible des spectateurs sévèrement restreint.

Populisme, démagogie, diront les mêmes ! Réalisme et lucidité. N'ayons plus peur d'être radical, publiquement et dans les autres sphères de nos vies. Plus nous serons, plus le basculement sera probable. C'est alors que l'on sentira, en bougeant, les chaînes qui nous tenaient. « Agissons comme si nos vies insignifiantes importaient à ceux qui nous entourent. Et je ne suggère d'aucune manière d'abandonner l'action politique. Je ne suggère pas qu'on se laisse faire et finalement qu'on se laisse mourir. Ce que je suggère fondamentalement, c'est que l'action constitue l'antidote au désespoir »⁵.

Quelle jouissance !

Alexandre Penasse

(1) Guy McPherson, professeur émérite de l'Université d'Arizona en ressources naturelles et écologie. www.youtube.com/watch?v=A6SwCZayVPS

(2) Ne répétons pas qu'il y a ici ou là un survivant qui se bat et se comporte autrement, ce serait un peu comme dire que si « en Europe, 52% des populations d'oiseaux des champs ont disparu au cours des trois dernières décennies » (Comment tout peut s'effondrer, Pablo Servigne et Raphaël Stevens, éd. Seuil), soyons optimistes, il reste encore les corneilles !

(3) Selon la Communauté Wallonie-Bruxelles. Voir « Lettre ouverte à la ministre de l'enseignement Marie-Martine Schyns », Kairos avril-mai 2014.

(4) Arno Stern, dans le film *Alphabet*, de Erwin Wagenhofer, 2013.

(5) Guy McPherson, *ibid.*

A NOS
LECTEURS :
MERCI !

Pour nous écrire :
info@kairospresse.be
ou
89 rue Théophile Vander
Elst, 1170 Bruxelles.

« Activité de bienfaisance publique »

Bravo Kairos pour votre dernier numéro, et pour votre action en général. Il souffle un vent salutaire dans vos pages, à donner foi en l'humanité. Je les conseille - vos pages - à tous mes amis.

Poursuivez, ça fait un bien fou !

Hadrien

Un grand merci pour votre journal!

Olivier

Kairos fait partie de notre vie maintenant! Et ça fait du bien!

Merci pour ce que vous faites.

Quentin

Encore un grand merci pour la rédaction de votre journal que j'apprécie énormément.

Succès pour vos futures publications.

Dina

Vive Kairos.

Nora

Merci pour cette excellente info.

Pham

Merci pour vos articles.

Olivier

Voilà ce qu'il se passe quand au dernier moment on décide d'ajouter un mot, de modifier une phrase, de changer l'ordre du texte... on laisse passer des erreurs que les relectrices ne pourront corriger. Et après, elles râlent (et elles ont raison!). Allez, on promet de faire attention dorénavant. Merci encore pour l'énorme travail des relectrices.

Kairos – Journal antiproductiviste
pour une société décente

Journal de réflexion et de
changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin,
septembre, novembre, février
+ un n° spécial. / ISSN: 2294-0820

Imprimé en Belgique
Nouvelles Imprimeries Havaux s.a.,
Avenue du Marquis, 34-B
6220 FLEURUS

Tirage: cet exemplaire a été
tiré à 1 500 exemplaires

Route: Cambier / livré chez Tondeur
par Dioxyde de Gambettes

Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
rue Th. Vander Elst, 89,
1170 Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be

T. (00 32) 2/660 61 09
M. (00 32) 485/057 744

Les articles n'engagent que
la responsabilité de leurs auteurs

Rédacteur en chef
Alexandre Penasse

Graphisme
Pierre Lecrenier

Gestion des abonnés
Sandy De Wilde

Relecteurs
Janine, Marie-Paule, Nadia, Marie-Claire

Chroniqueurs/Rédacteurs
Gwenaël Breës, Paul Lannoye,
Jean-Pierre Léon Collignon
La Foire aux Savoir-Faire asbl,
Bernard Legros et Gérald Hanotiaux

Illustrations
Monsieur Lou, Marion Sellenet, Félicie
Haymoz, Priscillia Beccari, Aurore Vegas,
Alexandra Dieu, Julie Joseph, Charlotte
Molas, Lison De Ridder, Flore Figuière

Ont contribué à ce numéro
Michel Weber, Jonas Vigna Carafe,
Halau, Philippe Godard,
Régis Duffour, Marilú Zamora,
Etienne Rodin, Véronique Gallez,
Nicolas Lecrenier

NOUVELLES DE L'EFFONDREMENT : ACTION, CAMARADES !

La question de l'effondrement de la société thermo-industrielle, que ce soit son imminence présumée, ses modalités ou même sa réalité, divise toujours les écologistes. S'il est difficilement concevable de se dire décroissant sans s'affirmer en même temps antipub ou anti-guerre, serait-il possible de l'être en continuant à refouler cette douloureuse question? L'argument presque toujours invoqué, c'est que le message politique à faire passer à nos concitoyens doit rester «positif», puisque le plaisir serait le moteur de l'action, paraît-il. Encore et toujours, il ne faut pas désespérer Billancourt! Cela soulève une question plus fondamentale: est-il possible de concilier le catastrophisme (i. e. le réalisme) et l'exercice de la politique? Celle-ci suppose un horizon d'attente crédible et porteur d'espérances, au moins celle de ne pas devoir renoncer à nos rêves ou objectifs les plus précieux. Mais entre la pensée (politique) positive et la manipulation, le pas est vite franchi. Un écologiste digne de ce nom a-t-il moralement le droit de retenir des informations dérangeantes au motif d'élargir le cercle des citoyens susceptibles de s'engager? Donc de s'autocensurer? Les stratégies doivent-elles prendre le pas sur la vérité? «Le devoir d'optimisme — rassurer d'abord — est une forme d'aveuglement. Seul le parler vrai devrait avoir cours entre adultes démocrates», rappelle Hugues Stoeckel¹. L'humanité est embarquée sur un Titanic géant qui a heurté l'iceberg des limites planétaires il y a une quarantaine d'années. Depuis, nous coulons, que nous le croyions ou non. Cependant, il se pourrait bien que certains puissent monter dans les canots de sauvetage. Tout ne serait pas perdu, mais presque. Alors, organisons-nous et passons à l'action.

ment de la civilisation moderne. *Comment tout peut s'effondrer* (Seuil) est un «réjouissant» essai de 296 pages qui offre une vue panoramique et circonstanciée de la question, à mettre entre toutes les mains et à enfoncer dans les têtes sceptiques. Yves Cochet, président de l'Institut Momentum², a raison de débiter sa postface en écrivant: «Y a-t-il matière plus importante que celle qui est traitée dans ce livre? Non. Y a-t-il matière plus négligée que celle-ci? Non plus» (p. 261).

Les auteurs n'ont pas travaillé à la légère. Ils s'appuient sur de nombreuses études scientifiques. Sans verser dans le scientisme, les écologistes doivent prendre en compte ce que ces recherches nous disent pour avancer des propositions politiques. Trop souvent, certains, pétris d'idéalisme ou de nietzschéisme, pensent qu'il suffit de manifester de bons sentiments ou d'être volontariste pour faire une bonne politique, alors que celle-ci exige avant tout de tenir compte du réel. Évidemment, le réel est multiple, et reste à savoir quels aspects en privilégier. Par exemple, si le tout à l'automobile ou l'invasion numérique sont des aspects du réel, plaideront les «réalistes», c'en sont d'autres, ignorés ou refoulés car anxiogènes, qu'il faut prendre à bras le corps: par exemple, organiser la résilience alimentaire des villes, via une ceinture maraîchère, plutôt que de lotir à coups de pelleteuses. À côté de la science et ses statistiques, la collapsologie fait également appel à notre imagination et à nos émotions pour saisir à quoi pourrait bien ressembler l'effondrement, une expérience que nous n'avons par définition pas encore vécue, qui est *subliminaire*, selon le terme d'Anders, c'est-à-dire irreprésentable, ou quasi (cf. partie 3 du livre). Après le moment de

tives. Les écosystèmes se comportent comme des interrupteurs: les changements ne sont pas graduels et proportionnés, mais surviennent brusquement. Si les alternatives peinent à s'imposer, c'est parce que les mécanismes de verrouillage, d'ordre sociotechnique, sont nombreux et gigantesques, et encore davantage rigidifiés par la globalisation. Les auteurs montrent le lien entre la finance et les approvisionnements énergétiques. Ainsi, l'étincelle pourrait venir d'un déséquilibre global du système financier combiné avec le pic pétrolier. La deuxième partie s'aventure dans la futurologie, avec les risques inhérents à cet exercice. L'incertain n'étant pas probabilisable, il faut plutôt «ouvrir la raison à l'intuition» (p. 142). L'enjeu est d'arriver à détecter les signes avant-coureurs pour anticiper, et donc amortir l'effondrement, tout en étant conscient qu'il reste toujours de l'incertitude. Les modèles informatiques sont utiles. Le World3 du Club de Rome a remarquablement bien vieilli, Dennis Meadows persistant et signant ses analyses quarante ans plus tard. Plus récent, HANDY (*Human and nature dynamics*) montre que «une forte stratification sociale rend difficilement évitable un effondrement de la civilisation» (p. 161). Nous reconnaitrions aisément la situation actuelle du capitalisme financiarisé et mondialisé. La troisième partie tente de dessiner les contours de l'effondrement (financier, économique, politique, social et culturel) en réexplorant le passé: déclin linéaire, déclin oscillant ou effondrement systémique sont trois scénarios possibles. Dans l'espace, l'effondrement sera modulé différemment selon que l'on se trouve au Centre ou à la Périphérie. Sera-t-il possible de redémarrer une civilisation par la suite? Peut-être, à deux conditions: que les humains misent sur la solidarité plutôt que la barbarie et que les écosystèmes puissent encore leur «servir». Or rien n'est moins sûr... Les auteurs abordent aussi la délicate question de la démographie.

Beaucoup de ces réflexions et mises en garde semblent paradoxales; l'erreur serait de les balayer d'un revers de la main, en restant enfermé dans ses barrières cognitives. R. Stevens et P. Servigne souhaitent voir advenir une «politique de l'effondrement» qui prendrait la forme d'une transition anticipatrice et résiliente trouvant «un compromis entre le geste démocratique et l'urgence des catastrophes» (p. 248). «En fait, il n'y a même pas de solutions à chercher à notre situation inextricable (predicament), il y a juste des chemins à emprunter pour s'adapter à notre nouvelle réalité» (p. 252).

Bernard Legros



Illustration: Marion Sellenet

Quand dater ce retour du sentiment de la catastrophe? Durant les Trente Glorieuses, rares furent ceux qui donnèrent l'alerte, pas ou peu suivis par leurs contemporains: Günther Anders, Lewis Mumford, Rachel Carson, Barry Commoner ou encore Jean Dorst. En 1972, le rapport Meadows du Club de Rome porta un coup rude à la confiance des Occidentaux en l'éternelle corne d'abondance. René Dumont et Hans Jonas marquèrent la décennie. Après la période des «années fric» et de la mondialisation néolibérale (1980-2000), Jean-Pierre Dupuy nous livra un ouvrage qui fera date dans les annales de la philosophie politique du XXI^{ème} siècle: *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain* paru en 2002 aux éditions du Seuil et propose une profonde réflexion théorique inspirée de Jonas, Anders et Illich. Une dizaine d'années plus tard, Pablo Servigne, biologiste, et Raphaël Stevens, éco-conseiller, popularisent le terme de *collapsologie*, ou science prédictive de l'effondre-

(désagréable) surprise, on passe à la colère, puis à la tristesse, pour enfin entrer — éventuellement — dans l'acceptation sereine de ce destin. À partir de là, le champ de l'action est à nouveau ouvert, et seule celle-ci constitue un remède à l'angoisse.

La première partie de l'essai expose la convergence des prémices de l'effondrement, où la nature et les activités humaines, économiques et financières, sont inextricablement mêlées. La grande accélération de l'Anthropocène — cette ère géologique nouvelle où l'homme moderne modifie les équilibres biophysiques de la planète — nous a fait dépasser les limites et les frontières. Si celles-là sont palpables, celles-ci sont invisibles: on franchit une frontière sans s'en apercevoir, et quand les conséquences commencent à se faire sentir, il est souvent trop tard pour réagir. Ainsi en est-il de la perturbation du climat et de l'érosion de la biodiversité, entrées dans des boucles de rétroaction posi-

1. Hugues Stoeckel, *La faim du monde. L'humanité au bord d'une famine globale*, éd. Max Milo, 2012, p. 301.

2. Cf. www.institutmomentum.org.

DERNIÈRE PINCÉE DE CHARLIE!

Des milliers de choses ont été dites, écrites, vues, sur Charlie Hebdo depuis le 7 janvier 2015, jusqu'à l'overdose, parfois même la nausée... Étrangement: rien, ou presque, n'est apparu sur le contenu de ce journal depuis la reprise. Revue de presse.

Certaines choses sont désormais largement connues sur le Charlie Hebdo de la seconde époque. Le vol du titre par Philippe Val en 1992. L'absence de projet rédactionnel pour cette nouvelle formule. La personnalité de ce patron arriviste, arrogant et méprisant. Ses éditoriaux insupportables. La présence dans le journal de la plus que douteuse Caroline Fourest, exposant ses obsessions du foulard et ses rencontres avec des caricaturistes riant des clichés racistes les plus grossiers¹. L'affaire des caricatures de Mahomet, de mauvais dessins repris d'un journal danois: à quoi rimait cette alliance avec un journal de droite libérale-conservatrice? L'extrême rentabilité de l'opération, Cabu et Val empochant à l'insu de la rédaction des centaines de milliers d'euros suite à la vente de ce numéro². Le risque de faillite, quelques temps plus tard...

Les gens partis du journal, à cause de Val, les gens virés, par Val. Siné, licencié sous prétexte d'antisémitisme, puis relaxé par la justice, viré aussi par toute l'équipe, personne n'ayant bronché pour empêcher l'événement. L'insupportable avocat du journal, Richard Malka, également avocat de Clearstream, chambre de compensation financière internationale située au Luxembourg. La défense par Siné de Denis Robert, auteur d'une exemplaire enquête sur les agissements de cette entreprise luxembourgeoise³, la critique par Val des propos de Siné à ce sujet. La mort du Professeur Choron, créateur du journal, saluée par le silence en 2005. Le départ de Fourest et Val en 2009, ce dernier nommé à la tête de France Inter. L'incongruité de parler de liberté d'expression pour un journal dirigé par ce personnage, dont l'un des premiers actes à la tête de la radio a été de virer des humoristes aux propos déplaisants pour le chef. L'espoir de voir le journal évoluer vers le mieux, et la déception de voir Charb poursuivre la surenchère dans cette ligne tapant sur les musulmans. Cavanna, renonçant à relancer Hara Kiri pour raison de santé et salvant Siné qui, «dans ce tas de faux-derches», avait tenu bon face à Charlie Hebdo⁴. Etc... Jusqu'au cataclysme du massacre du 7 janvier, mené par deux fous furieux fanatiques.

Ensuite, nous avons eu droit au feuilleton 'Je suis Charlie'. La masse du 11 janvier défilant derrière les chefs d'États criminels du monde entier, l'hystérie collective sécuritaire, les dons, les abonnements en masse, Riss reprenant la direction en l'annonçant... à la télévision, sans en avoir parlé avec les employés. On en passe... Dans la masse, très peu d'informations sur le contenu du journal, pourtant placé sous les feux de l'actualité. Afin de savoir de quoi exactement tout le monde parle, nous avons voulu poser un regard sur ce contenu, sereinement, hors de l'émotionnel. Exposé de quelques exemples d'articles, glanés parmi les 14 numéros post-attentat. Que lisent-ils donc, ces milliers de nouveaux abonnés?

UN NUMÉRO DANS L'URGENCE

Ça démarre mal. Certes, le n°1178, paru une semaine après les attentats, s'est fait dans une situation hallucinante. Cependant, déjà plus que gavé par l'unanimité ambiante, c'est avec irritation que nous découvrons le titre de l'édito du rédacteur en chef Gérard Biard: «Est-ce qu'il y aura encore des 'oui, mais'?» S'ensuit une charge agressive contre les critiques de Charlie Hebdo, rejetant la ligne rédactionnelle de ces dernières années. Il signale bien le racisme et les discriminations existantes envers les «comme on dit, populations d'origine musulmane», ces personnes étant avant tout françaises, mais selon lui l'outil adéquat pour les faire disparaître serait la baguette magique de... la laïcité! Il voudrait également voir disparaître le «sale mot» de «laïcard intégriste». Qu'est-ce donc que l'intégrisme, si ce n'est vouloir imposer son point de vue à tous? Dans ce texte, la liberté d'expression semble se limiter au devoir de partager le même avis que monsieur Biard.

Tournant la page, nous tombons sur un stupéfiant néologisme, dans un texte de Jean-Yves Camus intitulé «Les charognards du complot». Des analyses ridicules ont en effet fleuri dans les jours suivant l'attentat, mais selon le chroniqueur «il ne faut pas se leurrer, ce complotisme est un problème de la gauche radicale et de la sous-culture islamo-gauchiste qui sévit sur les forums». Monsieur Camus n'explique en rien en quoi consiste cette sous-culture. Désigne-t-il ceux tenant un combat prioritaire contre le racisme envers les musulmans de France, sans pour autant conspuer leur religion? Nous avons eu beau retourner ce terme dans tous les sens, difficile d'arriver à une autre conclusion que celle d'une stigmatisation combinée un peu brumeuse, le genre de mot qui en dit plus long sur celui qui le prononce que sur une supposée signification. La simple utilisation de ce terme dans un journal à tendance «douce anar», comme le définit le dessinateur Luz, est plutôt interpellant. Qui donc a pu forger ce mot composé? Nul ne sait, mais le fait est qu'il est utilisé par les racistes pour désigner et amalgamer leurs cibles privilégiées. Une certitude: nous sortons là du domaine du débat pour entrer dans celui de l'injure. Comment ne pas voir un inquiétant parallélisme avec un autre terme composé du passé, le quasi centenaire 'judéo-bolchévisme', repris ensuite par le pouvoir allemand d'une période de sinistre mémoire. Autre époque, autre bouc émissaire.

En page 7 du numéro 1180 du 4 mars 2015, Riss s'est fendu d'un subtil dessin: un journaliste s'adresse à un musulman en djellaba dans l'entrée d'une mosquée, dans laquelle on voit des hommes en rang, tête contre le sol et fesses en l'air. Titre: «Où sont passés les intellectuels de gauche?», réponse du musulman: «2ème tapis en entrant sur la droite»! Heu... On peut rire de tout, certes, mais quand ce n'est pas drôle?

L'IDÉOLOGIE SÉCURITAIRE PERCOLE

Dans le numéro 1183 du 25 mars, le rédacteur en chef titre sa chronique «La peur au pouvoir», dans laquelle il traite du résultat des élections en Israël qui ont consacré à nouveau le «cynique ultralibéral et antisocial Netanyahu». Déception et surprise partout, «pourtant, les résultats de ces législatives anticipées ne sont, au fond, guère surprenants au regard de la situation dans tout le Moyen-Orient. Aujourd'hui, Israël est entouré de pays qui s'écroulent partiellement ou totalement, dans lesquels prospèrent des groupes terroristes islamistes divers, mais dont l'objectif commun est, entre autres, de rayer Tel-Aviv de la carte et d'égorger jusqu'au dernier Juif sur terre». La chronique se termine par un nécessaire besoin de réfléchir à ce vote, car les Israéliens, en fait, comme les Français, ont simplement besoin de se sentir en sécurité!

Dans ces 14 numéros, impossible de ne pas constater l'ultra-présence des mots islam, djihadiste, voile, signe religieux, musulman, etc. Ce sont des sujets de société, certes; ils ont vécu une attaque atroce, admettons l'envie d'en discuter. Ce qui est extrêmement grave, par contre, c'est l'absence totale d'une évocation des centaines d'attaques sur des lieux musulmans en France, survenues dans les jours et semaines suivant l'attaque du 7 janvier. Le magazine *Les Inrockuptibles* a réalisé un reportage sur cette concentration, sans précédent, d'attaques racistes sur le sol français. «116, c'est le nombre d'actes islamophobes recensés en France par le ministère de l'Intérieur entre le 7 et le 19 janvier 2015, soit dans les deux semaines qui ont suivi la fusillade à Charlie Hebdo et la prise d'otages de l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes. (...) Au 12 mars, le compteur du Collectif contre l'islamophobie en France indiquait deux cent vingt délits depuis le 7 janvier. Et les dossiers de plaintes continuent d'affluer»⁵. Au menu: explosion à proximité de mosquées, tête de sanglier et viscères accrochées sur leurs portes, grenades dans des snacks kebab, lycéens insultés et roués de coups, tirs sur des lieux de prières...

Nous ne saurons pas si Monsieur Biard brandit la laïcité comme outil imparable contre ces actes néonazis. Par ailleurs, les musulmans de France n'ont-ils pas droit à la sécurité? Où en sont les enquêtes pour retrouver les auteurs de ces centaines de faits racistes? Voilà une question qu'un journal devrait poser? Rien, pas un mot! Imaginons seulement qu'il y ait eu plus de 200 attaques de synagogues ou d'églises en France! Deux semaines plus tard, Riss écrit un éditto contre l'idéologie de l'insécurité, clamant que jamais la sécurité totale n'existera. Comme s'il fallait rétablir un équilibre dans une ligne éditoriale précaire et confuse.

LA CONFUSION S'INTENSIFIE

Si ça commençait par taper sur les « *Oui, mais...* », ça continuera jusqu'à en devenir la ligne du journal : un livre sort sur un prétendu profil des mobilisés du 11 janvier, ils tapent, des écrivains américains ne veulent pas rentrer dans l'unanimité et s'opposent au prix du courage pour Charlie Hebdo, ils tapent... Bien entendu tout n'est pas noir ou blanc, s'il y a beaucoup de choses sans intérêt, parfois des chroniques sont intéressantes, sur l'écologie ou contre l'invasion technologique par exemple, et certains dessins, dans une masse relativement mauvaise, font malgré tout sourire.

Nous en sommes là de la réflexion lorsque, fin avril 2015, quelle n'est pas notre surprise de voir ces chantages de la laïcité défendre... les catholiques ! Une couverture de Luz montre une grenouille avec un bâton de dynamite dans la bouche (n°1188) : « *Menace terroriste. Touchez pas à nos grenouilles de bénitier!* », en page 3 un dessin de Riss : « *Églises menacées: Charlie Hebdo solidaires des grenouilles de bénitier* », lesdites grenouilles sautant hors d'une église pour entrer dans les locaux de Charlie Hebdo. Quelqu'un comprend le message de ce dessin ? Ne connaissant pas les faits commentés, nous supposons du second degré... du tout ! Un jeune homme de 24 ans a été arrêté, qui prévoyait un attentat contre une ou deux églises. Jean-Yves Camus titre : « *Laïcité. Protégeons les Églises où nous n'allons pas! Les projets d'attentats islamistes contre des lieux de culte catholique concernent les laïcs au même titre que les croyants. C'est un même projet d'épuration culturelle de la société française et un même totalitarisme qui les menacent* ». Nous n'allons pas développer plus avant la prose de ce monsieur, signalons juste le dessin de Riss en illustration, montrant un terroriste cagoulé pointant une mitrailleuse sur un christ dans une église, en s'écriant « *encore un juif!* ».

Personne ne souhaite d'attentats contre des églises, bien évidemment, mais comment expliquer un tel entrain à faire la Une sur cette affaire somme toute mineure ? Encore une fois, s'ils traitent toutes les religions de la même manière, comme ils le martèlent depuis 2006, pourquoi ne pas même juste signaler les plus de 200 attaques contre des lieux musulmans qui, elles, ont eu lieu ? Pourquoi donc ne défendent-ils pas de la même manière les 'mosquées où ils ne vont pas' ? Pourquoi hiérarchiser de cette manière la connerie, Charlie Hebdo deviendrait-il un journal 'christiano-gauchiste' ?

Dans le numéro 1187 du 22 avril 2015, le journal rend compte de la sortie du livre de Charb, à titre hélas posthume, où il tente d'expliquer la ligne de son journal. Ce ne fut pas une partie de plaisir, l'impression générale à la lecture est celle de la prose d'un gamin prit en flagrant délit les doigts dans un pot de confiture bien collante, tentant désespérément d'expliquer son attitude. Charb, merde... Nous n'en avons rien à foutre de voir ou pas le prophète, mais que Charlie Hebdo a envie de le dessiner, on a compris. Bien entendu qu'on peut tout dire, bien entendu que c'est con de se retenir, mais les mots et les dessins ont un sens, apparaissent dans un contexte précis ! Quel est l'intérêt de taper, encore et toujours, sur les musulmans, même sous prétexte de défense de la laïcité ? Pourquoi hurler avec les loups, au risque de voir les skins se marrer avec ton journal ? C'est ça la priorité d'un journal 'impertinent', 'doux anar', aujourd'hui en France ?

PÉNIBLE CERISE SUR LE GÂTEAU!

Cette revue de presse démarrait mal avec le laïus sur l'islamo-gauchisme, elle va également mal finir car la rédaction nous offre pour le dernier numéro de cette revue de presse, le 1191, une rencontre avec... Caroline Fourest, leur ex-collègue, récemment auteure d'un livre intitulé « *Éloge du blasphème* ». Il serait trop long de présenter exhaustivement le personnage, évoquons uniquement son dernier happening médiatique : flagrant délit de mensonge sur le plateau de l'émission 'On n'est pas couché', présentée par Laurent Ruquier.

Lors de l'enregistrement de l'émission, une polémique a éclaté entre elle et un chroniqueur de l'émission, Aymeric Caron. L'existence de ce clash ayant fuité dans la presse, ce dernier s'explique la veille de la diffusion de l'émission. Vu l'épinglage de Madame Fourest par le passé pour des chroniques rédigées sans vérifications suffisantes, il fait état d'une récente condamnation pour diffamation. Nous l'entendons alors clairement rétorquer « *Aymeric Caron, j'ai gagné mon procès, et ce que vous venez de dire est totalement inexact* »⁶. Discussion vive, elle l'insulte et... Vérification faite auprès de la justice française, mensonge total : Caroline Fourest a bien été condamnée, et aucun appel n'a eu lieu. Dans l'émission suivante Laurent Ruquier confirmera le mensonge et sa décision de ne plus jamais inviter cette personne⁷.

Sur quoi portait ce jugement ? « *Le 25 juin 2013, sur France Culture, Caroline Fourest avait remis en cause les propos de Rabia Bentot, une jeune musulmane voilée qui avait été agressée par deux hommes à Argenteuil le 20 mai 2013. Caroline Fourest avait laissé entendre que Rabia Bentot était une affabulatrice et que toute cette affaire n'avait sans doute rien d'une agression islamophobe. Elle avait affirmé que « la jeune femme n'a pas déposé plainte tout de suite » et que dans une interview télévisée « le père, pourtant absent au moment des faits, passe son temps à couper la parole à sa fille, pour donner sa version ». Et là aussi c'est une version qui n'a pas arrêté de changer, dont la police d'ailleurs doute. Elle n'exclut pas « un règlement de comptes familial, une opération punitive destinée à faire payer à la jeune femme son style de vie, jugé trop libre, ce qui changerait évidemment tout ». Quelques instants plus tard, Fourest évoquait même clairement la possibilité d'agressions « bidonnées » ».*

Les documents de justice prouvent que tout est inventé, Rabia Bentot a porté plainte dès le lendemain de son agression, après ses soins, et « *ses déclarations figurant dans le procès-verbal quant aux faits dont elle a été victime, ne diffèrent pas du récit qu'elle donne lors de l'interview diffusée sur oumma.com, au cours de laquelle son père, loin de lui couper la parole, explique qu'il n'était pas présent et que c'est à sa fille de s'exprimer pour décrire les violences qu'elle a subies* ». Par ailleurs, par le passé, Madame Fourest s'était empressée de soutenir une ex-Femen qui avait affirmé avoir été agressée en plein Paris par des islamistes, « *les petits tyrans misogynes qui ont attaqué Amina en plein Paris ne l'emporteront pas au paradis* », avait-elle écrit, sauf que l'agression en question était imaginaire!⁸

Face à cette pénible cerise, messieurs-dames de Charlie Hebdo, toujours nous exprimerons le droit à la liberté d'expression, y compris bien sûr pour votre journal, « *oui, mais...* » vous continuez d'ouvrir vos pages à Caroline Fourest, une incarnation no-toire de l'imposture, du mensonge et du racisme !

Une nouvelle page est tournée et une histoire se termine. Mal. Celle d'un journal monté par une bande de joyeux drilles, débarquant tel un missile percutant la France frigide et pudibonde de 1960.

Gérald Hanotiaux

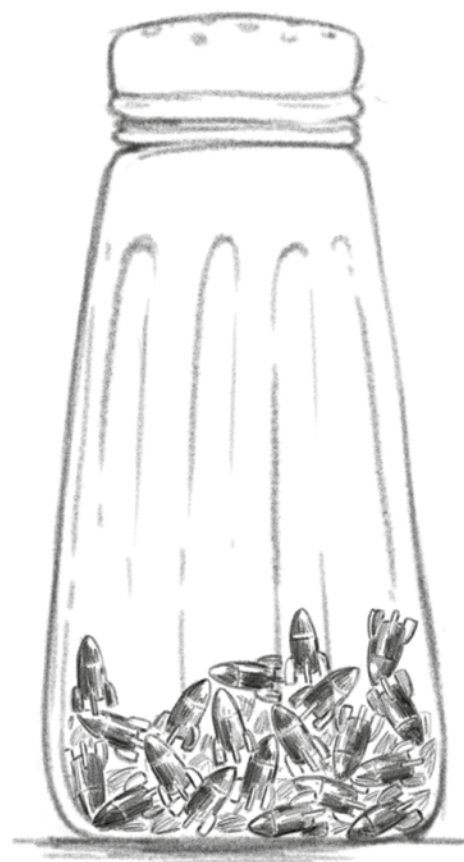


Illustration: Pierre Lecrenier

- (1) Lire à ce sujet le texte d'Olivier Cyran, ancien du journal, illustré par de nombreux dessins, difficilement interprétables comme une défense de la laïcité, souvent simplement insultants, « *Charlie Hebdo, pas raciste? Si vous le dites...* », paru sur le site d'information 'Article 11', le 5 décembre 2013.
- (2) Après enquête: 1 025 668 euros pour Val, montant renseigné par le Registre du Commerce et des Sociétés, « *Val, le pognon est sa religion* », Catherine Sinet, Siné Mensuel n°42, Mai 2015, P.8.
- (3) L'enquête de Denis Robert est simplement indispensable pour comprendre l'économie mondiale, et notamment les méthodes de blanchiment international, sans cet ouvrage il manque une pièce au puzzle. Après de nombreux procès et un harcèlement par Clearstream, le travail de Denis Robert a été réhabilité par une relaxe définitive en 2010. Le contenu de ses ouvrages reparait en compilation en 2011. 'Tout Clearstream', 715 pages, Les Arènes, 2011. L'affaire et les déboires politiques et judiciaires l'entourant, expliqués sous forme d'autobiographie en bande dessinée: 'L'affaire des affaires', dessin Laurent Astier, 704 pages, Dargaud, 2015.
- (4) Lettre publiée dans le numéro de *Siné Mensuel* en hommage à Cavanna, n°28, février 2014.
- (5) « *Pourquoi l'islamophobie a explosé en France* », numéro 1008, paru le 25 mars 2015. Dès le 8 janvier, la rédaction se penche sur ces attaques sur son site internet, « *Après l'attaque de Charlie Hebdo, plusieurs mosquées françaises dégradées* », deux articles disponibles sur www.lesinrocks.com.
- (6) La vidéo est visible à cette adresse: http://www.huffingtonpost.fr/2015/05/03/video-fourest-caron-clash-on-n-est-pas-couche_n_7198126.html
- (7) ONPC: Laurent Ruquier affirme ne plus vouloir inviter Caroline Fourest, huffingtonpost.fr, 10 mai 2015.
- (8) Extraits du texte: « *Caroline Fourest: le mensonge de trop* », Aymeric Caron, Site Mediapart 1 mai 2015.

POURQUOI TANT DE HAINE ?

Les attentats terroristes de ce début d'année à Paris, comme celui du musée juif de Bruxelles il y a un an, ont à juste titre suscité une vague unanime d'empathie pour les victimes et d'indignation face à des actes de fanatiques haineux. Des mesures de sécurité renforcées et de surveillance des milieux djihadistes ont été prises dans l'immédiat pour sécuriser une population inquiète. Sur les vagues de l'émotion légitime qui nous a tous étreints, les propositions visant à empêcher la répétition de ces attentats criminels se sont bousculées.

Comment empêcher le départ de jeunes gens tentés par l'engagement armé dans les zones de conflit ? Comment contrôler l'enseignement religieux dispensé dans notre pays par des imams radicaux pénétrés d'une lecture guerrière du Coran ? Comment améliorer l'intégration des jeunes issus de l'immigration pour qu'ils partagent nos valeurs et rejettent les discours de haine ?

Toutes ces questions sont légitimes et pertinentes. Mais suffisent-elles à affronter la réalité d'aujourd'hui ? Je suis personnellement convaincu du contraire. Il n'est pas question ici de trouver la moindre excuse à des actes odieux, mais s'interroger sur les causes profondes du basculement de jeunes gens dans la haine de la société dans laquelle ils vivent est certainement utile. Peut-être devrions-nous admettre, nous qui proclamons fièrement nos valeurs de justice, de liberté et d'égalité, qu'il n'est pas évident pour un jeune d'origine arabe de croire à notre sincérité. Les attitudes et les décisions des responsables politiques que nous avons élus apparaissent plus souvent dictées par les intérêts économiques et stratégiques que par le respect des valeurs et des idéaux démocratiques.

Les commentaires enthousiastes lors des soulèvements populaires contre des régimes autoritaires et répressifs dans les pays arabes, au nom de ces mêmes valeurs démocratiques, ont fait place, au fil des événements au mieux à un fatalisme gêné, au pire à un réalisme cynique. En Égypte, le retour au pouvoir d'anciens dignitaires du régime déchu a été salué positivement par des gouvernements européens gênés par l'élection à la présidence d'un représentant des Frères Musulmans. La répression sanglante et les jugements iniques qui frappent les responsables de ce mouvement ne semblent guère émouvoir les Occidentaux.

Aux yeux des responsables politiques occidentaux et des commentateurs attirés de la presse bien-pensante, la vie d'un européen ou d'un américain a, dans les faits, plus de valeur que celle d'un arabe

En Lybie, le chaos s'est installé au bénéfice de factions armées et on ne voit pas vraiment d'éclaircie à l'horizon. Faut-il rappeler que la situation résulte d'une intervention militaire européenne lancée à grand renfort de considérations humanitaires comme si les richesses pétrolières du pays ne comptaient pour rien.

Pour ce qui est de la Syrie, on entend encore, c'était en 2013, les propos pour le moins imprudents de plusieurs responsables politiques belges saluant le départ et l'engagement de jeunes gens d'origine arabe contre les troupes gouvernementales de Bachar El Assad, Madame Laurette Onckelinx n'hésitant pas à les comparer aux jeunes enrôlés dans les brigades internationales aux côtés des républicains pendant la guerre d'Espagne.

Mais, au-delà des contradictions flagrantes entre les paroles et les actes, il est un autre constat qui doit immanquablement heurter et révolter tout jeune en recherche de repères. Il lui est en effet facile de constater que, aux yeux des responsables politiques occidentaux et des commentateurs attirés de la presse bien-pensante, la vie d'un européen ou d'un américain a, dans les faits, plus de valeur que celle d'un arabe. La mort de militaires européens ou américains tués dans une embuscade en Afghanistan ou en Irak fait la une de l'actualité. La mort de centaines de civils innocents tués par les drones américains, au Pakistan, au Yémen, en Somalie, pays qui ne sont pas en guerre avec les États-Unis, est passée sous silence voire carrément ignorée. Sait-on que les assassinats ciblés par drone ont tué au moins autant de civils innocents que les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis ? Les drones ont tué des enfants, des vieillards, des sauveteurs et des participants à des cortèges funéraires à de nombreuses reprises¹.

Le discours officiel selon lequel les attaques de drones sont des frappes chirurgicales d'une précision et d'une efficacité sans égal n'est qu'une fable sinistre permettant de se donner bonne conscience. Le seul atout humanitaire des drones est l'absence de risque pour ceux qui déclenchent et dirigent les opérations. C'est la guerre avec zéro mort du côté des assaillants, lesquels se trouvent à des milliers de km de leurs victimes. Lorsque les « opérateurs » (pilotes de drones) basés au Nevada (base militaire de Creech) déclenchent un tir contre des territoires situés à l'autre bout du monde, ils ne savent pas qu'ils tuent. Par contre, les femmes et les enfants du Yémen et de Somalie vivant jour et nuit dans la terreur des missiles largués par les drones US savent très bien qui les terrorise.

Tant aux États-Unis qu'en Europe, la presse n'évoque que rarement cette guerre secrète des drones menée par le gouvernement des États-Unis. Il a fallu que Barack Obama reconnaisse en avril dernier la mort en janvier de deux otages occidentaux pour que les critiques adressées par les détracteurs du programme des frappes états-unien trouvent un écho. Quant à la presse européenne, elle est à peine sortie de sa torpeur pour relayer la publication par le site *The Intercept* d'un document confidentiel attestant que la base américaine de Ramstein au Sud-Ouest de l'Allemagne abrite l'un des centres névralgiques du programme des drones US². Le site de Ramstein accueille en effet une station-relais satellite qui permet aux opérateurs US de communiquer à distance avec leurs appareils évoluant au



Illustration: Félicie Haymoz

Yémen, en Somalie, en Afghanistan et dans d'autres pays cibles. Un autre site est projeté en Italie, sur la base américaine de Sigonella, pour servir de substitut au complexe de Ramstein et éviter ainsi un point unique de défaillance potentielle.

Les dénégations du gouvernement allemand et le silence embarrassé des responsables européens ne peuvent tromper très longtemps les observateurs un tant soit peu critiques de la politique anti-terroriste en vigueur depuis 2001 et certainement pas ceux qui, d'origine arabe ou non, ont un lien affectif ou simplement un peu d'empathie envers les innocentes victimes du terrorisme d'État mis en place par les États-Unis avec l'assistance technique des Européens.

Comme le conclut Marjorie Cohn, professeur à l'école de droit Thomas Jefferson et secrétaire générale adjointe de l'Association internationale des juristes démocrates : « aussi longtemps que nous envahirons les pays à population musulmane, que nous occuperons leurs territoires, que nous torturerons leurs ressortissants et que nous les assassinerons avec des drones, nous ne serons pas délivrés du terrorisme ».

Paul Lannoye
Président du Grappe asbl

(1) Rapport du CFR (US Council of Foreign Relations), cité par Marjorie Cohn dans un ouvrage récent : « *Drones and targeted killing: legal, moral and geopolitical issues* », Olive Branch Press, décembre 2014. Voir également « Le drone, arme d'intrusion massive », Kairos avril-mai 2015.

(2) Dans la presse francophone, seuls *Le Monde* et *le Courrier international*, qui lui a consacré son dossier hebdomadaire (n° 1279 du 7 au 12 mai 2015), ont relayé l'information.

CAUSE À MON CHAOS, MA TÊTE EST MALADE

Vous n'aurez pas manqué, au fil du temps et des événements, d'apprécier ce mot, qui se trouve en toutes occasions à la une de nos chers journaux subventionnés et en peine de lecteurs: l'irremplaçable, menaçant, terrible et fascinant *chaos* dont la seule évocation provoque, chez le quidam commun, des affres d'angoisses proprement irrépessibles. Pensez donc: quelques centaines de voitures bloquées par la neige sur telle ou telle autre autoroute, c'est le *chaos*. Des files de parents transis de froid, faisant le pied de grue devant un établissement scolaire afin d'assurer à leurs chers petits une petite place au fond de la classe, c'est le *chaos*. Grève des trains, des bus, des services publics et autres atteintes «au droit au travail» et, conséquemment, grandes villes envahies par des cohortes de bagnoles, de cyclistes, de piétons, de flâneurs indifférents, voire même rigolards, c'est le *chaos*. Mais foin d'une indigeste énumération, ce ne sont pas les lamentables et risibles exemples qui manquent, on est loin de la pénurie. Bien évidemment, l'usage intensif et exponentiel de l'expression a pour effet qu'elle perd de plus en plus de son caractère effrayant et que son impact sur les consciences déjà bien appauvries s'en trouve proportionnellement banalisé. Il faudra donc attendre un *chaos* digne de ce nom pour que, peut-être, ces mêmes consciences retrouvent un peu de vigueur. A cet égard, le méchant petit livre de Pablo Servigne et Raphaël Stevens «*Comment tout peut s'effondrer*» devrait, normalement, alerter le public mais aussi et même surtout, les responsables politiques et autres décideurs-gestionnaires de la chose publique d'ici et d'ailleurs. Le public, n'en parlons pas; le pauvre ne peut pas savoir que ce livre est en vente dans toutes les bonnes librairies pour la simple raison que, comme d'habitude, les médias n'en ont que fort peu parlé et qu'en plus, on ne le sait hélas que trop, le public en général ne fréquente guère les librairies, se satisfaisant généralement pour s'informer de ce qu'il en est des soucis du monde, de faire confiance à la *petite lucarne* qui trône dans les salons. Ceci dit, qu'on s'en assure, sans aucune forme de condescendance ni de jugement; c'est là un simple et froid constat. Et puis, n'est-ce pas, le climat général, par chez nous, reflète toujours fort adéquatement le projet mercantile qui continue de tenir lieu de vie sociale; avec les beaux jours, les terrasses de bistros et les animations publiques - commerciales, pour l'essentiel - ont pris la place, depuis longtemps, des fêtes populaires d'antan. Le consommateur, hypnotisé par les montagnes de pauvres marchandises à sa disposition et dont l'occupation principale consiste à *lécher les vitrines* des boutiques, le dimanche et jours fériés compris désormais, a pris la suite de ce qu'était jadis un citoyen. Pour ce qui est des élites sensées veiller au bien commun et même, au-delà, à se soucier de la simple survie de notre espèce sur cette jolie boule bleue en perdition, tournoyant dans un espace proprement insondable, rien d'étonnant dans le fait qu'elles préfèrent, le cas échéant, ignorer les signaux annonciateurs de ce qui risque bien de déclencher, à plus ou moins court terme, quelques *chaos* dignes de ce nom, en face desquels les vieux films catastrophes feraient bien piètre figure.

Maintenant, il est tout aussi possible que, d'une manière ou d'une autre, la conscience de l'effondrement qui ne manquera pas de survenir si rien n'est entrepris pour en saisir l'ampleur soit effectivement et vaguement présente à l'esprit de quelques-uns de celles et de ceux qui mènent la marche du monde. Et que, simplement, par calculs à court terme, calculs toujours en rapport avec les places à prendre ou à conserver dans la hiérarchie des pouvoirs et des avantages de toutes sortes qui y

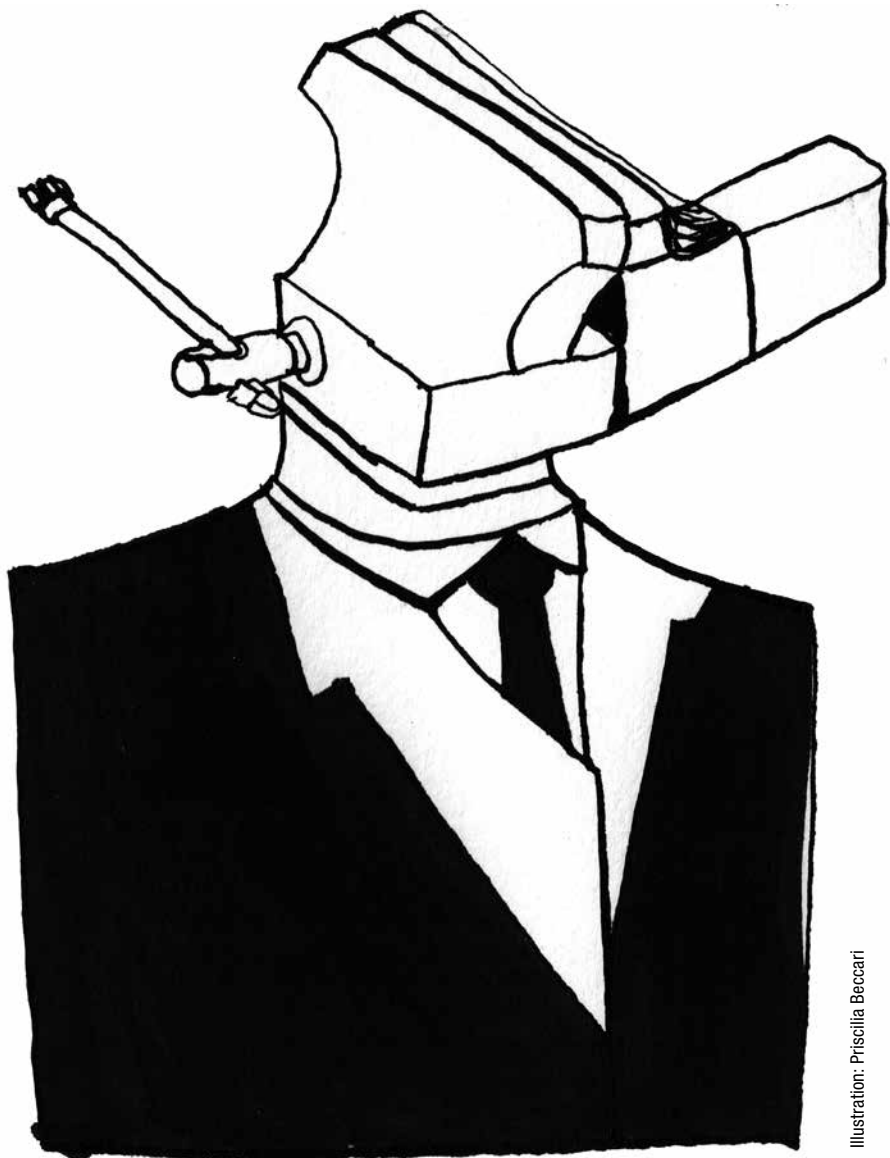


Illustration: Priscilla Beccari

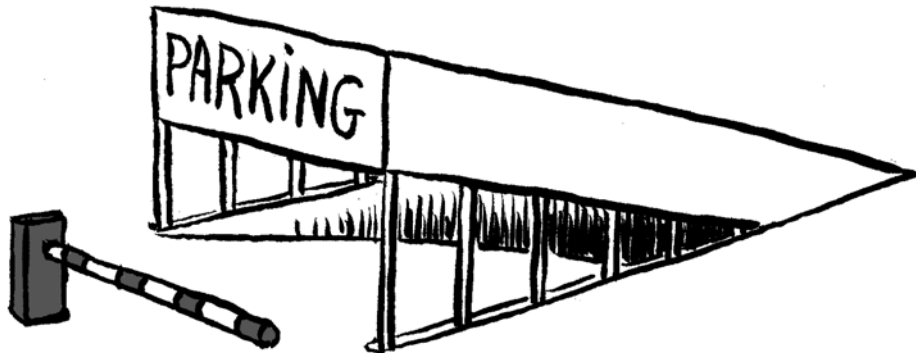
sont liés, l'on préfère se mettre la tête dans le sable et continuer de gérer les choses comme si de rien n'était. Et, au reste, au-delà de la sphère strictement politique, on sait quelles manœuvres sont menées, ouvertement ou dans le secret, par les véritables *propriétaires du monde* qui s'en partagent, on le sait de plus en plus, l'essentiel des richesses. Pour ces riches entrepreneurs, banquiers, agitateurs et trafiquants de toutes sortes, peu importe que cette planète soit condamnée et des millions de ses habitants avec. La folie de l'argent, la fièvre de la possession et de l'accumulation est ici bien autre chose que les *dérisoires promenades-acheteuses des porteurs de marchandises* que l'on croise dans nos rues sous le soleil printanier. Car au fond, les moyennement pauvres, les relativement aisés, ont à leur disposition - contre monnaie trébuchante ou carte de crédit - non pas, peut-être, ce qu'ils pourraient souhaiter vraiment mais seulement le succédané et les illusions de la richesse absolue qui consiste dans le pouvoir de véritablement donner sens à la vie dans la plus grande liberté, celle que permet l'exercice de la communication; laquelle, pour «les riches» n'a pas de frontière et dont, bienheureux qu'ils sont, ils usent sans vergogne. Oui, les «pauvres» ont du pouvoir d'achat et les «riches» peuvent absolument tout acheter, en ce compris la complaisance quand ce n'est pas la parfaite complicité du personnel politique en place qui transmet et fait voter les dispositions exigées par ceux qui sont les seuls à finalement décider de tout et pour leur seul profit. Les «pauvres» ont à disposition la communication aliénée et soumise, seuls les «riches» ont l'usage universel de la communication vraie et *pratique*. Et voilà pourquoi le système démocratique n'a plus sur le dos que des oripeaux qui ont perdu beaucoup de leurs couleurs. Et c'est aussi comment - sauf subite prise de conscience

générale - il ne faut pas s'attendre à de fracassantes résolutions lors du sommet pour le climat, programmé cet hiver à Paris.

Nous passerons donc nos vacances d'été aux terrasses des cafés de chez nous et dans nos jardins, pour la majorité d'entre nous; de Paris, Lisbonne, Barcelone ou Venise pour les quelques veinards qui auront la possibilité de voyager un peu; dans de lointaines et exotiques contrées pour les cadres dirigeants et les retraités aisés, grand bien leur fasse. Et, comme assommés et rendus inertes par les effets de la chaleur, nous nous pencherons paresseusement sur les nouvelles chaque matin, nous éplucherons les sites internet qui en valent la peine et nous verrons bien si «quelque chose» se passe, sans trop en attendre mais en en prenant la meilleure mesure. Il y a lieu, n'est-ce pas, de ne pas sombrer dans un pessimisme trop prononcé ni dans un optimisme béat mais, bien plutôt, de s'en tenir à la vigilance et à l'analyse de ce qui se présentera; ou non. C'est qu'il pourrait aussi bien ne rien se passer de bien saillant ni de très spectaculaire d'ici la rentrée, auquel cas nous en resterions dans ce climat grisâtre, réchauffé quelque peu, dernièrement, par les résultats du scrutin espagnol de mai dernier et la formidable ténacité du gouvernement grec devant les manœuvres d'intimidation et les menaces de ses créanciers et de la Commission européenne, pour ne citer qu'eux. Que le sud du continent voie naître de tels augures, on ne peut que s'en réjouir tout en regrettant la friolité et le net recul des luttes entamées l'hiver dernier par chez nous, mais ce n'est peut-être que partie remise; nous verrons bien...

Jean-Pierre L. Collignon

CECI N'EST PAS UN PIÉTONNIER



Le 29 juin, «le plus grand piétonnier d'Europe» et son nouveau plan de circulation commencent à être mis en œuvre. Plus que jamais, la Ville de Bruxelles brûle les étapes. Mais attention : ce piétonnier n'en est pas un...

La Platform Pentagone regroupe des habitants, commerçants, travailleurs, usagers et associations pour lesquels une ville agréable, vivante et attractive, est d'abord une ville habitée. Sans contester le concept de piétonniers en ville, ils remettent en cause la vocation principalement touristique, événementielle et commerciale du projet de la Ville de Bruxelles qui, loin d'offrir un redéploiement de l'offre en transports en commun, donne priorité à l'accessibilité automobile. Nous reprenons ici des extraits de la charte de la Platform Pentagone qui demande la redéfinition de ce piétonnier au profit des habitants et commerçants du centre-ville, et de leur qualité de vie. C'est-à-dire en diminuant les nuisances plutôt qu'en les augmentant.

Oui à un espace public partagé qui améliore la qualité de vie des habitants !

Non à la privatisation de l'espace public !

La Platform Pentagone veut un espace public partagé qui respecte la variété des publics, des fonctions, des usages et des modes de déplacement ainsi que la sécurité. La vocation de l'espace public libéré grâce à un piétonnier doit être réorientée. La privatisation des espaces publics de l'hypercentre se banalise et inquiète déjà (concession de l'espace public à des opérateurs privés en vue d'organiser des actions publicitaires et commerciales). (...)

Oui à une offre commerciale variée ! Non à la standardisation de l'offre commerciale !

(...) Des études comparatives à l'échelle européenne démontrent que la mise en œuvre de ce type de piétonniers accélère les processus de spécialisation des commerces, favorisant presque exclusivement les restaurants (cf. rue des Bouchers), la confiserie-chocolaterie (cf. Grand Place), les commerces d'habillement et de chaussures (cf. rue Neuve) ou la parfumerie. Ces piétonniers entraînent ainsi la disparition des commerces de biens nécessaires à la vie quotidienne (...). Ces piétonniers favorisent les grandes chaînes, avec contrats de franchise, mais sont défavorables aux indépendants, aux commerces de proximité, et aux services. (...)

Oui à l'amélioration de la qualité de l'air ! Non à l'aggravation de la pollution !

Le premier avantage d'une piétonisation devrait être de contribuer à diminuer le trafic automobile dans l'ensemble du Pentagone et sur la petite ceinture. Mais le piétonnier tel que conçu par la Ville de Bruxelles (...) encouragera la circulation automobile et dégradera encore la qualité de l'air, déjà très mauvaise en région bruxelloise (...).

Selon la littérature scientifique, un des principaux responsables de la pollution de l'air est le trafic automobile. Actuellement, l'exposition de longue durée aux particules fines (PM10) et très fines (PM25) représente le principal risque sanitaire de la pollution de l'air. On estime que cette exposition entraîne une détérioration anticipée de la vie de 1 à 18 mois dans le Benelux. Les effets de la pollution de l'air touchent principalement le système respiratoire (...) mais peuvent être aussi cancérigènes (...).

Oui à une mobilité renforçant les transports en commun et les modes actifs de déplacement (vélo, marche) !

Non à l'augmentation de la pression automobile autour de l'hypercentre !

La formation d'un mini-ring entre la petite ceinture et l'hypercentre aura pour conséquence de maintenir une pression automobile élevée sur tous les quartiers du Pentagone puisque le trafic empruntant actuellement les boulevards du centre s'y verrait reporté. Pire encore, la création de nouveaux parkings le long de ce mini-ring engendrera des flux supplémentaires, en desservant la nouvelle zone piétonne et commerçante juste à ses abords ! (...)

Oui aux logements accessibles dans tout le périmètre du projet !

Non à la spéculation immobilière !

La transformation des boulevards centraux en piétonnier voué à l'événementiel et à l'attractivité commerciale, risque de produire une hausse des loyers dans tout le périmètre. La Ville de Bruxelles affirme vouloir attirer une nouvelle "classe créative" dans son schéma de développement commercial. Il faut se doter d'outils pour contrôler la hausse des loyers. Par ailleurs, la Régie foncière et le CPAS de Bruxelles doivent s'engager formellement à maintenir les loyers et leurs occupants actuels, y compris dans les cellules commerciales, et à fournir des logements sociaux en suffisance. (...)

Oui à l'amélioration de la santé de tous les habitants ! Non à la pollution sonore !

Le bruit représente la principale pollution des sens. Les nuisances sonores ont des effets souvent non réversibles sur l'oreille (baisse de l'audition ou même surdité), sur le sommeil (un bruit de 70 dB réveille presque tout le monde), mais aussi sur la santé cardio-vasculaire ou hormonale, ou

encore sur le développement intellectuel ou sur les troubles du comportement. De nombreux habitants se plaignent, depuis des années, des graves nuisances engendrées par les méga-événements tels que les Plaisirs d'Hiver, le Brussels Summer Festival, et par les nombreuses terrasses de bars ouvertes tard dans la nuit, notamment à Saint-Géry. Compte tenu de cette expérience, la perspective d'un vaste piétonnier dédié à l'événementiel est très problématique.

En Région bruxelloise, en 2013, 49 % de la population bruxelloise (de 15 ans et plus) est gênée à domicile par au moins une des sources de pollution (bruit principalement, vibrations, pollution de l'air, mauvaises odeurs), contre 27% en Région wallonne et 23% en Région flamande. (...)

Oui à une véritable concertation du public et à une étude d'incidences approfondies, prévue par le droit européen et portant sur l'ensemble du plan !

Non à l'absence de débat et au défaut d'études préparatoires sérieuses !

On imagine qu'un projet d'une telle ampleur, aux impacts si importants (non seulement pour les quartiers directement concernés mais aussi pour l'ensemble de la Région et au-delà), a fait l'objet d'études préparatoires approfondies et de débats avec tous les acteurs. Il n'en est rien ! Au contraire, "on a tout fait à l'envers" (Yvan Mayeur, bourgmestre de la ville de Bruxelles) ! La Ville veut avancer au pas de charge et a adopté les projets quasiment sans études préparatoires. (...) À l'inverse de ce que dicte le droit européen, qui prévoit que les plans d'aménagement urbain doivent être soumis :

- à des études approfondies d'évaluation des incidences environnementales,
- et à la participation du public tout au début de la procédure, c'est-à-dire "lorsque toutes les options et solutions sont encore possibles", ou autrement dit "avant que le plan ou le programme ne soit adopté ou soumis à la procédure législative". (...)

Relai de la lutte de la Platform Pentagone, plus d'infos sur www.platformpentagone.be



Illustration: Plateforme Pentagone

PENSER LE TRAVAIL, QUEL TRAVAIL!

Travailler gratuitement pour Kairos et pire: travailler sur le travail! Un non-sens absolu? Non, car de quel travail parle-t-on? Est-ce travailler que d'exprimer ce qui fait profondément notre humanité? Or, le refus du travail est une part profonde de notre humanité même. Donc, travailler contre le travail n'est pas un travail, mais une nécessité. Ce n'est pas non plus un oxymore, du moins à la condition de préciser le «travail» dont vous allez lire le résultat: nous avons été «en tension» vers l'abolition du travail.

Nous savons que le travail ne disparaîtra pas dans un avenir proche, mais que la tension qu'entraîne une réflexion contre le travail nous libère de la pression que ledit travail – ou son absence – fait peser sur nos vies. L'être humain ne peut se passer de travailler – c'est une certitude, aucun de ceux qui ont participé à ce dossier Kairos ne vit en rentier, ne possède un portefeuille d'actions ou 10 000 hectares dans le Chaco paraguayen. L'être humain travaille, ne serait-ce qu'à l'aménagement de son cadre de vie. Pour la plupart d'entre nous, nous tra-

vailons à gagner de l'argent – et certains font leur potager, pour produire directement ce que l'argent permet à la plupart d'entre nous d'acquérir, notre nourriture –, et il n'y a rien de plus vital.

Mais notre travail salarié, aliéné, sous-payé, ne serait pas possible si, dans le même temps, nous ne nous en évadions et tâchions d'imaginer un monde sans travail. Le refus du travail est au moins aussi essentiel que le travail lui-même. Ce refus génère en nous un malaise, car cette tension vers le non-travail est impossible à satisfaire et tout autant impossible à négocier.

Marilu Zamora et Régis Duffour montrent comment, dans la vie de chaque jour, le travail peut jouer un rôle dévastateur, et pourquoi il est vain d'incriminer les individus qui n'y résistent plus: ce ne sont pas les individus qui sont «malades» ou «inadaptés», c'est le travail qui est en crise, tout spécialement l'idéologie du travail. Bernard Legros partage cette critique et esquisse le rôle du travail dans la transition décroissante, afin d'ouvrir des perspec-

tives qui nous stimulent – et non qui nous plombent, car le discours sur l'après-travail est trop souvent démoralisant. Étienne Rodin renverse le raisonnement consensuel, en appelant à un chômage créatif, et en montrant comment le management tue la poule aux œufs d'or: le travailleur. Philippe Godard établit une équivalence entre l'économie et l'idéologie du travail, et s'interroge sur le passage de témoin entre l'État et l'Entreprise, transition dans laquelle le trait d'union est peut-être bien... le travail.

Ces cinq articles, qui revêtent tous la forme d'essais et de plaidoiries, pourront, nous l'espérons, aider nos lecteurs à repenser leur relation au travail, à l'approfondir, à la critiquer.

Si la lecture est un travail, alors: bon travail!

Philippe Godard, coordinateur du dossier



Illustration: Aurore Vegas

OUBLI DU TRAVAIL

• • •

Travailler, mais pourquoi? Gagner sa vie, certes, mais comment? Pouvons-nous encore si longtemps pratiquer la politique de l'autruche alors que la plupart des emplois que nous propose l'Entreprise sont soit nocifs pour la société, soit dangereux pour les travailleurs eux-mêmes, soit polluants ou encore dégradants – fabriquer des armes est un travail dégradant car il implique de participer à la mort d'autres êtres humains. La plupart des travailleurs en sont réduits à s'inventer des justifications dont nous savons qu'elles n'en sont pas vraiment : ils travaillent parce qu'ils ont une famille à nourrir, ou parce qu'ils ne savent rien faire d'autre que travailler. Et en effet, ce n'est pas l'école qui nous apprend à échapper à l'Entreprise, bien au contraire, puisque de plus en plus, elle est une sorte de centre d'apprentissage pour futurs adultes dans lequel les options sont choisies par les élèves en fonction de l'accès à un travail qu'elles sont censées faciliter dans un avenir proche (exit le grec ancien et l'italien, vive l'informatique et le chinois !). La crise que traversent cette planète et nos sociétés n'est donc pas seulement la crise de l'Entreprise et du Pouvoir, c'est aussi une crise du Travail qui nous conduit dans une impasse.

Nous majusculeons l'Entreprise, car elle a bien droit, comme l'État, à sa lettre capitale : elle est en effet la forme qui va succéder bientôt à l'État, en tout cas selon les souhaits des néolibéraux, d'autant que, engagés depuis deux décennies sur cette voie, ils n'y engrangent que des succès. Il nous appartient donc de comprendre la logique de l'Entreprise, puisque nous suons le travail pour Elle. La comprendre pour la fissurer, voire la mener à sa perte.

Les prétendues lois de l'économie montrent à l'envi que la logique industrielle – y compris agro-industrielle – tout autant que financière est d'aller vers le toujours plus : marché plus étendu, travailleurs plus productifs, entreprises plus rentables, bénéfices plus importants, etc. Il ne sert à rien de discuter ce point, mis en évidence tant par les adeptes du système que par ses critiques. Le problème apparaît avec les « faux critiques » du système, qui se bornent à critiquer les formes que prennent ces « plus ». Ils rentrent alors dans une critique superficielle, qui suppose que les entreprises devraient mieux traiter leurs travailleurs et y auraient intérêt, notamment parce qu'ils seraient ainsi plus heureux et en meilleure santé, donc travailleraient mieux – une idée parfaitement ridicule au moment où les taux de chômage sont élevés et où une véritable armée de réserve est bel et bien disponible pour l'Entreprise, qui n'a donc pas à s'embêter à choyer ses « protégés ». Ces faux critiques appellent à une meilleure socialisation des bénéficiaires, par le biais de taxes diverses, dont les pourcentages sont tellement ridicules là encore que l'on se demande comment une telle poudre aux yeux peut encore en éblouir certains parmi nous. La taxe Tobin est l'incarnation de l'inanité de ces propositions, au moment où les dettes cumulées des États, des Entreprises et des ménages s'élèvent à près de trois fois le produit brut planétaire, soit environ 200 000 milliards de dollars en 2014¹. Or ce chiffre, qu'on n'ose même pas qualifier d'astronomique, indique une double réalité.

LES DEUX SECRETS DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE

Tout d'abord, ce système fonctionne parce que l'immense majorité d'entre nous ne sait pas comment il fonctionne, et parce que ceux qui le comprennent en sont le plus souvent des bénéficiaires et des complices, ou sont des cyniques – des « cupides », dirait l'économiste Joseph Stiglitz².

Ensuite, reprenons ici ce que disait l'historien Marc Bloch³ : ce système fonctionne car des crédits sont toujours en cours et se chevauchent sans cesse les uns les autres. Ce sont eux qui font vivre l'économie, l'Entreprise autant que l'État ou les ménages. En effet, constatons tout d'abord qu'il y a maintenant des décennies que les banques centrales ne possèdent plus les stocks d'or correspondant à la valeur faciale des billets qu'elles émettent ; or, elles continuent d'émettre des milliards de dollars, d'euros ou de yens sans que les monnaies ne perdent leur valeur, comme cela devrait être le cas si la loi « plus il y en a, moins ça vaut » était vraie. Hélas, la Vraie Loi est : « Plus on y croit, plus le système fonctionne », et puisque nous avons tous intérêt à croire en la valeur de l'argent, alors nous pouvons nous endetter, inventer de la monnaie qui n'a de contrevalet ni en or, ni en quoi que ce soit à part des pixels sur des écrans. Nous n'avons plus qu'à tabler sur notre... travail pour rembourser nos dettes à la banque. Les Entreprises, elles, fonctionnent sur un modèle plus complexe, puisqu'elles sont tentées de dégager de l'argent en spéculant, et l'on ne peut ici fouiller plus avant cette tentation pourtant décisive dans les causes de la crise actuelle. Revenons donc à l'Entreprise par rapport aux travailleurs.

Ces derniers lui sont nécessaires, car ils produisent et consomment ce qu'ils ont produit. Plus ils contractent de crédits, plus ils se font les esclaves de leur propre travail, puisque le travail reste bel et bien la seule source de leur « richesse » pécuniaire, donc leur seule capacité à rembourser leur « dette ». Ce cercle « vertueux » du point de vue de l'Entreprise conduit à produire toujours plus pour satisfaire toujours mieux des travailleurs... toujours plus aliénés par les produits qu'ils produisent et qui n'ont en dernier ressort comme but principal que de s'attacher, pieds et poings liés, à la survie du système, donc de l'Entreprise, donc du maître qui leur donne ce fameux Travail... qui les détruit pourtant en tant qu'êtres humains, pensant, se pensant libres et devant œuvrer à l'émancipation de tous les humains. Le cercle est à la fois vicieux et huilé.

TRAVAILLER POUR L'ENTREPRISE : C'EST SURPRODUIRE

La logique de l'Entreprise est : produire toujours plus. Soit : surproduire. « Sur » du fait même que notre rapport au temps est totalement faussé par ces crédits qui se chevauchent sans cesse, cet argent que nous dépensons avant de l'avoir gagné, cet argent que les banques n'impriment plus mais font figurer sur nos comptes par de simples lignes de pixels virtuels, agrémentées d'un + de préférence à un –, bien entendu ! Depuis maintenant trois

ou quatre décennies, nous avons compris que le « produire toujours plus » n'a pas su rester dans les limites d'une production pour la satisfaction des besoins de tous. En effet, le nombre de pauvres dans les pays dominés est tel qu'il aurait été possible de produire plus tout en répartissant équitablement les productions, mais dans un modèle égalitariste, ni l'Entreprise ni l'État n'ont vraiment leur place. Un modèle horizontal, fondé sur la solidarité et les principes d'humanité, est incompatible avec l'État comme avec l'Entreprise, lesquels supposent hiérarchie et domination – donc servitude volontaire comme l'avait compris La Boétie dès le xv^e siècle⁴.

Depuis une vingtaine ou une trentaine d'années, l'Entreprise a commencé à s'élever face à l'État, accusé de ne plus être le mieux placé pour diriger et organiser les grandes manœuvres productivistes. L'Entreprise sait mieux tirer parti du travail que l'État, elle est moins lourde et surtout ne s'embarrasse pas des mêmes présupposés – au diable la sécurité sociale, vive l'assurance individuelle et « volontaire » ! Peu à peu, ce programme de transfert du pouvoir économique de l'État planificateur vers l'Entreprise s'est imposé, d'abord dans les pays pauvres via notamment les plans d'ajustement structurel si bien nommés du Fonds Monétaire International, et désormais, y compris dans les pays riches. Le PDG de Google a aujourd'hui bien plus de pouvoir au niveau global que le président d'un pays comme la France. Et les travailleurs, eux, sont tout autant asservis, peut-être même « mieux » dans la mesure où la réalité de ce passage de témoin leur échappe et que les faux critiques, qui servent d'alibi à ce système, continuent à dévider leurs litanies imbéciles sur le rôle de l'État, dont ils ne perçoivent pas l'amoindrissement, son rétrécissement aux tâches, notamment, de répression ouverte. L'Entreprise elle-même assume parfaitement les tâches de « répression molle », qui passent entre autres par la consommation de produits frelatés et par l'adhésion à un système dont on ne comprend plus le fonctionnement central.

TRAVAILLER POUR NOUS- MÊMES : UNE AUTRE PERSPECTIVE

L'Entreprise a pris dans le monde contemporain une place de laquelle il ne sera pas plus facile de la déloger que l'État de la sienne aux siècles passés. Car l'Entreprise, comme l'État avant elle, s'appuie sur l'idéologie du travail, cette idée absurde que se la couler douce est une horreur antisociale. Certes, il est nécessaire de participer à l'entretien de la collectivité, et il est même tout à fait humain de nous activer à améliorer ou à maintenir nos capacités à vivre dans un cadre que nous ne détruisons pas, en pensant à nous et à nos proches, à nos enfants, mais aussi à nos « lointains », car il n'est pas non plus question de conserver la hiérarchie que des siècles d'abrutissement religieux et laboral nous ont imposée. Mais cela n'a rien à voir avec le fait de travailler pour l'Entreprise dont les seuls moteurs sont le profit et la domination. C'est donc à un renversement de perspective que nous pouvons – que nous devons ? – nous atteler.

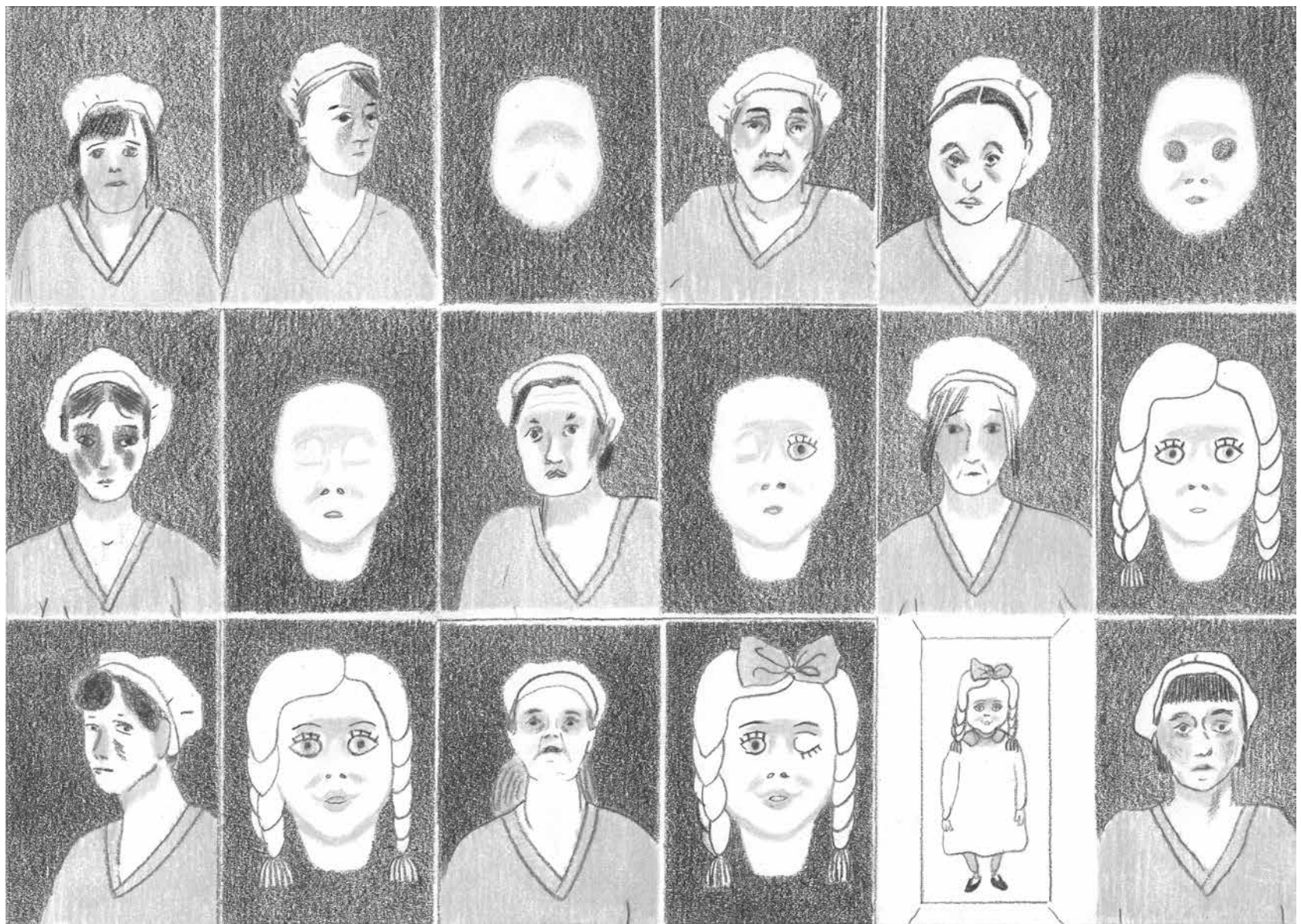


Illustration: Alexandra Dieu

Comment renverser cette économie qui nous appauvrit ? On l'aura compris : le premier renversement doit être abstrait, théorique, nous pourrions même dire idéologique – à condition de se rappeler qu'une seule idéologie triomphe aujourd'hui, le néolibéralisme, et qu'il faudra l'abattre non seulement en tant que mode d'existence et de domination des êtres humains mais aussi en tant qu'idéologie, c'est-à-dire appareil de soumission mentale, intellectuelle et sociale.

Donc : tant que le travail apparaîtra comme une activité noble quelles que soient ses finalités, le système aura encore de beaux jours devant lui – sous la forme capitaliste néolibérale ou capitaliste de type fasciste, peu lui importe, on l'a bien vu en Allemagne, pays dans lequel les entreprises capitalistes ont su passer les années de régime nazi sans heurts, et se retrouvent quasi inchangées dans le paysage actuel.

Nous devons interroger les finalités du travail que nous fournissons à l'Entreprise. Et en particulier à l'entreprise spécifique qui nous emploie. La prise de conscience commence par un refus : refus de participer à la construction de ce qui nous détruit. Ne pas sauver le système qui nous broie⁵. La tâche paraît insurmontable ? Elle ne l'est pas. C'est par la résistance, plus ou moins ouverte, plus ou moins offensive, ou encore défensive, que chaque individu se sent capable d'assumer que se propage l'idée que oui, il est possible de changer. C'est exactement le phénomène social qui se produit dans les moments de grève, lorsque des individus travaillant pour une entreprise donnée et ne se connaissant pas vraiment entrent pourtant ensemble en conflit contre l'État ou l'Entreprise ; en général, les conflits sont défensifs, mais s'ils durent quelques jours, a fortiori quelques semaines, tous les grévistes le savent, c'est à ce moment-là qu'émerge un nouveau sens à l'existence. La grève devient à elle-même son propre but, non pas que les travailleurs ne comprennent plus les causes du conflit, mais bien au contraire parce qu'ils réalisent trop bien que le seul intérêt du conflit est de changer les rapports entre eux. De les rendre simplement plus humains,

et rien n'est plus humain que la lutte collective autour d'idées nobles.

Ne pas sauver le système qui nous broie revient à assumer une critique du travail, une critique de la vie telle que l'Entreprise nous contraint à la mener, et tâcher, ensemble, de faire de cette critique une réalité.

L'ABOLITION DU TRAVAIL EN POINT DE MIRE

Nous ne pensons cependant pas que ce refus d'être laminés par un système, en 2015, soit autre chose qu'une tension. Même si cette tension pourrait déboucher très vite à la faveur de tel ou tel mouvement, en réaction contre telle ou telle évolution politique, vers un refus du travail de grande ampleur – ce que l'on appelle donc, en langage politico-syndical, une grève, et que nous préférons appeler ici une tentative d'être ensemble, enfin.

Le travail n'est pas supportable et ne constitue pas l'être humain. Nous sommes le seul animal qui travaille – certains animaux peuvent donner l'impression de travailler, comme le castor, mais en réalité, son activité de constructeur vise d'autres buts que de dégager du profit... Du coup, la plupart d'entre nous affirmerions que le travail est le propre de l'homme. Mais pourquoi ? L'art aussi, pour ne prendre que cet exemple, est l'un des « propres » de l'homme. Et la créativité vaut bien mieux que le travail ! Après tout, l'esthétique aussi est une explication du monde : nous pourrions décider de faire ceci plutôt que cela parce que ceci est beau et cela est laid, même si cela est plus rentable que ceci !

Enfin, dans le travail, il y a plusieurs catégories d'activité. Nous ne devrions pas ranger sous ce même terme la personne qui cultive son potager pour se nourrir et nourrir les siens par des moyens naturels⁶, et l'agriculteur industriel qui cultive d'immenses étendues pour dégager du profit, au moyen d'engins agricoles, de pesticides, d'engrais... Il ne faut pas agir contre ce qui nous permet de vivre,

c'est un non-sens absolu. Le capitalisme est un système productif qui est fondé sur la destruction : par les guerres et par son type même de production.

Cette évolution se produira en « désobéissant » aux injonctions de l'Entreprise – ce que l'on peut aussi appeler, avec Lewis Mumford, la « Mégamachine »⁷. On refuse un peu, puis davantage et ainsi de suite. Et l'on construit sa libération – qui ne peut être totale ni parfaite dans le cadre de ce système bien entendu, mais, face aux catastrophes en cours ou à venir, la construction d'alternatives concrètes et crédibles, même modestes, et la réflexion reliant entre elles toutes les pratiques émancipatrices et contestataires nous permettra d'aller vers le non-agir au sens de cesser d'agir contre les autres et contre cette planète et, en dernière analyse, contre nous-mêmes.

Philippe Godard

(1) Voir par exemple : <http://www.economematin.fr/news-dette-mondiale-augmentation-remboursement-pays-PIB-crise-bulle-sannat>

(2) Le triomphe de la cupidité, Actes Sud, coll. « Babel », 2013.

(3) Voir sur ce thème fondamental, Massimo Amato, « Il luogo dell'economia ? Il debito » (« Le lieu de l'économie ? Le débit »), revue *Libertaria*, oct.-déc. 2007.

(4) Lire et relire le fabuleux *Discours de la servitude volontaire*, si possible dans l'édition Payot, pour profiter de la contribution de Pierre Clastres.

(5) Voir le Sous-Comité Décentralisé des Gardes-Barrières en Alternance, *Ne sauvons pas le système qui nous broie*, disponible sur le web : <http://r-veilleez-vous.fr/%C2%AB-ne-sauvons-pas-le-systeme-qui-nous-broie-%C2%BB/>

(6) Voir l'édifiante et magnifique *Lettre aux paysans sur la pauvreté et la paix*, de Jean Giono, éditions Héros-Limite, 2013.

(7) *The Myth of the Machine*, 1967-1970.

DE LA SUREXPLOITATION TOUJOURS PLUS FÉROCE DU TRAVAIL SALARIÉ (ARBEIT)

«L'usage exige qu'un sadique reconnaisse
le meurtre mais non pas le plaisir.»

Karl Kraus

«De même que le prétendu communisme stalinien, la peste brune vise la surexploitation
toujours plus féroce du travail salarié. Tout habillage idéologique –nation, race, patrie –ne fait
qu'occulter cette vérité première : plus que jamais, il n'y a de guerre que de rapine.»

Jean Malaquais

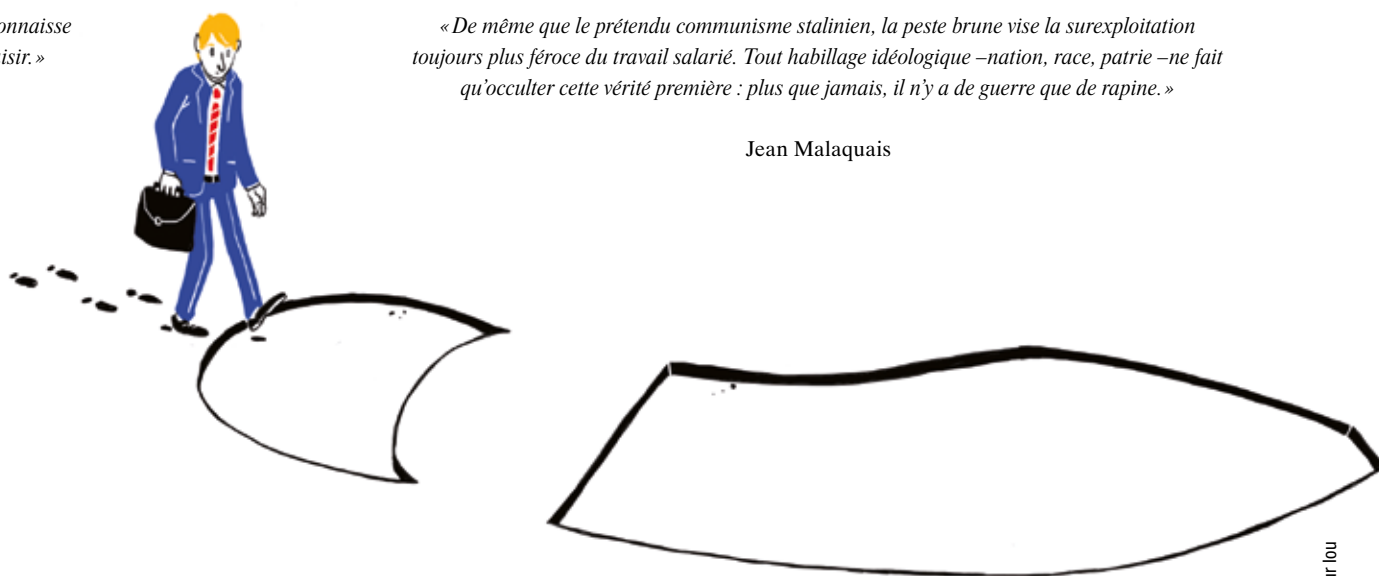


Illustration: Monsieur tou

COMME ON EST (TRAITÉ), ON JUGE

En septembre de l'année 2013, j'ai été employé par la société *Axe-Dro*. Il s'agissait d'une opération de distribution d'annuaires. Pôle Emploi était à l'origine de cette embauche. Le temps nécessaire à la distribution, sur un secteur déterminé, était sous-évalué de telle façon qu'en définitive je me suis trouvé à faire 17 heures de travail sans rien gagner. Ce qui m'a été payé couvrait à peine les frais d'essence que j'avais engagés. Cinquante euros pour 17 heures. Cinquante euros à perte. M. Koz était le responsable de l'entité locale d'*Axe-Dro*.

LE « MÉRITE » ÉTABLIT UNE SUPÉRIORITÉ DE L'HOMME SUR L'HOMME

Au fond, je n'avais pas eu l'intention de buter Koz et c'était bien ce qu'il y avait de plus extraordinaire. Au fond, la logique masochiste qui m'était imposée avait été poussée si loin que j'ai perdu tout à la fois la raison, la volonté de vivre et les dernières illusions sur cette société. Au fond, avoir été dépouillé de l'idée de tuer un homme qui m'avait causé de si grands torts, avoir été vidé de l'idée d'éliminer un soldat du capitalisme qui vous opposait un sarcasme et une assurance inouïs, alors qu'il vous avait précipité dans une ultime et terrible humiliation, parmi tant d'autres qui étaient allées grandissantes ces dernières années, c'était ça la monstruosité du totalitarisme. Rien n'atteignait Koz, il était imperméable à toute culpabilité. Pourtant ces humiliations avaient atteint un point insensé, qui était une violation éhontée de tous les fondements qu'on m'avait enseignés – j'avais fait cinq années d'étude de droit – dont on ne cessait de rabâcher les principes; c'était de toute évidence, la plus spectaculaire atteinte aux droits proclamés et c'était ma vie,

à partir de là, à partir de la possibilité d'être traité de cette façon, c'était ma vie qui était en danger.

Il n'y avait plus rien qui puisse arrêter le saccage organisé par le capitalisme et il y avait, en même temps, cette force phénoménale derrière laquelle chaque petit salopard se retranchait, avec beaucoup d'assurance. C'était le cas de Koz. Si se faire du bien c'était se rallier à la force la plus puissante et s'il fallait faire le mal pour se faire du bien, avec d'ailleurs une déconcertante facilité, c'était simplement qu'il se savait à l'abri de toute punition parce qu'une force lui garantissait l'impunité. Il fallait un autre ressort psychologique à cette garantie et c'était le sentiment de supériorité sur les sujets ainsi floués. L'individualisme ne pouvait pas tout justifier. Cet égoïsme froid, que Marx appelle «les eaux glacées du calcul égoïste», nécessite d'être tout à la fois déculpabilisé et assuré d'impunité. Toute chose qui ressemble au travail mécanique des nazis, à «l'exploitation toujours plus féroce de la force de travail» qui le sous-tendait et selon la définition qu'en donnait l'irréductible Jean Malaquais. Pour engager un soldat dans le nazisme et atteindre aux nouvelles conquêtes planifiées, il fallait le convaincre de sa supériorité et donc lui désigner des êtres inférieurs.

La hiérarchie capitaliste ce n'est rien d'autre que la proclamation d'une aryanisation fondée sur le «mérite». Le «mérite», c'est la faculté d'y croire, de se sentir investi d'une supériorité sur les subordonnés. C'est être un peu plus «Aryen». La différence entre l'impérialisme nazi et l'impérialisme néo-libéral d'aujourd'hui, c'est que ce dernier n'est fondamentalement pas basé sur une idée de supériorité d'une race sur une autre, mais sur une supériorité de la valeur du service qu'il rend au capitalisme. Koz était sûr de lui, il était certain que faire travailler des gens franco, c'était son «mérite» de procurer une activité à des démunés. Ils étaient attardés par rapport à lui et *Axe-Dro* est une société qui affiche pourtant dans ses locaux une charte pleine de commisération pour les nombreux travailleurs handicapés qu'elle emploie. (C'est chez Louis-Ferdinand Céline, l'auteur de «Je me sens très ami d'Hitler», qu'on trouve cette proposition: l'emploi des malades doit être le mot d'ordre social de de-

main.) Au cas où il aurait pu douter du fondement de l'idéologie dont il était imprégné et des ripostes violentes qui auraient pu lui être opposées, qui l'auraient arraché par un «choc émotionnel» puissant à ses certitudes, il bénéficiait de l'impunité, c'est-à-dire de la puissance financière, policière, étatique et sociale, en un mot du totalitarisme, qui lui garantissait qu'il ne serait pas rossé ou assassiné au seuil de son garage par un de ces demeurés humiliés. Primo Levi rappelait que les rares insurrections de juifs dans les camps étaient le fait de déportés qui bénéficiaient de régimes de faveur, d'une situation meilleure que les autres détenus. Les «loques» ne se révoltaient pas.

VERROUILLAGE POLITIQUE ET JURIDIQUE

C'est ainsi qu'existent des sociétés comme *Axe-Dro*. D'un, elles jouissent de l'impunité. Aucun gouvernement ne les a destituées en dépit de leurs pratiques et de leur mauvaise réputation, largement justifiée. Mieux, dans mon cas, c'est Pôle Emploi qui a organisé une réunion publique à laquelle participaient une trentaine de chômeurs auxquels Koz a sorti un baratin qui cachait habilement le cœur de l'entourloupe. La mauvaise réputation de cette entreprise est notoire chez les avocats. La direction de Pôle Emploi ne pouvait pas l'ignorer. Dans le même temps que je m'engageais avec *Axe-Dro*, je montais, auprès de Pôle Emploi, un dossier d'aide à réparation de mon véhicule. Pour en bénéficier il fallait justifier d'un contrat de travail, d'un devis et d'un bouclage du dossier sous quinzaine. J'ai satisfait à toutes ces conditions. Mais l'aide m'a été refusée. Le motif extravagant, c'est que l'administration a fait figurer une date ultérieure au jour de ma signature du dossier. Quelle institution s'est opposée à ma demande? Direccte Aquitaine. La Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi... qui comprend en son sein l'Inspection du Travail... l'Inspection du Travail qui n'a manifestement monté aucune opération d'envergure ne serait-ce que pour

changer les pratiques d'Axe-Dro. À partir de là j'ai vu un mur institutionnel se dresser devant moi.

De deux, des sociétés comme Axe-Dro ont constitué un fonds de garantie qui finance les rares procès en Prud'hommes qui leur sont faits. De trois, les «loques» ne se révoltent pas, elles en sont dissuadées. L'État maintient simplement l'illusion que les pratiques de telles sociétés sont contraires aux lois édictées en laissant un mince conduit d'aération qui autorise, quelquefois, certains salariés à gagner aux Prud'hommes. Mais l'État n'interdit pas les pratiques de cette société, et s'il venait l'idée à un salarié réfractaire et floué d'incriminer tout à la fois Axe-Dro et Pôle Emploi (l'État), qui conduit des chômeurs dans les griffes de l'exploitation sauvage, le sujet serait sans ressources. Un cabinet d'avocats ne s'est pas caché que Pôle Emploi figurait parmi ses puissants clients et qu'en conséquence ils n'assureraient pas ma défense. Un second avocat m'a finement découragé, pour «si peu».

Ce n'est pas le bénéfice que j'aurais pu obtenir de la réparation qui m'importait en l'occurrence. Le préjudice était moral. C'était que j'obtienne «justice». C'était que la société civile et l'État reconnaissent en l'espèce que j'avais été traité, par cette entreprise, comme le dernier des esclaves. Je dois bien reconnaître que l'État m'a délivré une aide juridictionnelle, mais que dans le même temps il me privait d'une aide aux conditions desquelles j'avais légalement satisfait et qu'il m'en privait par la voix d'une institution (Directe) qui comprenait une administration (l'Inspection du Travail) qui n'avait rien engagé contre l'entreprise qui me précipitait dans un régime d'aliénation poussé.

Pour un esprit formé à l'université de la République, au droit social, c'était des assises intellectuelles, morales, humaines qui s'effondraient et qui laissaient le sentiment de la sauvagerie et de la barbarie d'un système verrouillé, dans lequel le sujet que j'étais n'était qu'un vermisseau sans droits, sans recours, sans avenir, piétiné par une armée d'hommes et de femmes qui s'acquittaient à merveille des fonctions auxquelles ils étaient employés. L'humanité vacillait et le sentiment d'appartenance à celle-ci s'effondrait aussi. Combien d'hommes et de femmes ai-je croisés qui ont pris part, chacun dans leur rôle parcellaire, dans la marge de leurs attributions, mais en connaissance de cause à l'exploitation, à l'abandon et à l'errance pathologique auxquels ils me livraient ? Depuis, chaque employé de Pôle Emploi, chaque employé de la société Axe-Dro (chef de service, chef de département, secrétaires, agents de logistique, etc.), l'agent de Directe et son chef de service, les cabinets d'avocats... il n'y en avait que trop.

Ultime recours: j'ai sollicité l'intermédiaire du conseiller général. L'action d'un élu de la République, d'un homme dont les fonctions sont l'émanation de la volonté du peuple, s'est trouvée impuissante face à la machine administrative. Son intervention a été sans effet. Cette fois, c'est le sentiment démocratique qui était atteint en moi. Face à ce verrouillage politique et juridique, j'ai vu une machine totalitaire. Il est évident qu'à l'occasion des dernières élections départementales, je n'ai vu aucun intérêt à voter car c'est bien l'impuissance de la volonté du peuple face à la machine totalitaire qui dissuade 50 % de l'électorat.

VERROUILLAGE IDÉOLOGIQUE ET CULTUREL

En mai 68, ce sont les étudiants qui ont initié la révolte. Pas des «loques». Au fond, après le nazisme, en Europe les pauvres ne prennent plus l'initiative de révoltes collectives. C'est ce qui nous fait dire que «l'Aryanisation» a porté, qu'elle a gagné à travers ce qu'on appelle aujourd'hui la société du «mérite», avec le soutien fétichiste à l'égard de l'argent qui s'est progressivement installé sur les cendres de la lutte des classes. Pour justifier, et le «mérite» et la course folle à l'argent, rien de tel que

d'«humaniser» l'inhumain. Rien de tel que de déléguer le prix France-Culture et Télérama à un auteur qui est chef d'entreprise et qui, par extraordinaire, fait coïncider entrepreneuriat avec «humanisme», à travers, notamment, le mythe du dépassement de soi. Il suffit à ce littérateur (Antoine Bello, Mateo) de camper un personnage improbable qui est à la fois intellectuellement merveilleux et un sportif de très haut niveau accompli. Un peu comme si Einstein avait brillé au Bayern de Munich, Jonathan Swift aux Jeux Olympiques et Mozart au lancer du marteau. Ou comme si Zidane avait écrit le Requiem et Michel Platini la théorie de la relativité. Comme si Laurence Parisot était l'auteur des dix commandements (parmi lesquels «tu exploiteras ton prochain comme on ne le fait pas de toi-même»), comme si Édouard Leclerc avait parlé aux oiseaux à l'image de Saint-François et qu'il lui avait commandé de s'investir dans la grande distribution. On atteint au surhomme, à Nietzsche détourné par les nazis, au mythe de l'homme d'entre tous le plus «méritant», le mieux arianisé, l'homme supérieur dans tous les domaines. Imposture et contradiction: entreprise et humanisme.

Les pauvres n'ont pas la possibilité de s'exprimer sur le scandale de la pauvreté. C'est à la rigueur une activité humaniste de bourgeois. Avec d'ailleurs quelquefois beaucoup de réussites, chez Jack London, Robert Tresselt ou George Orwell (*Dans la déche de Londres à Paris et Le Quai de Wigan*). À la rigueur parce que la plupart du temps désormais ces littérateurs évoquent plutôt quelques autres vicissitudes et quelques autres bienfaits de la vie bourgeoise et petite bourgeoise. Jean Malaquais figure au rang des rares pauvres qui ont eu accès aux publications et d'ailleurs cet homme tout à fait à part, qui n'a jamais oublié ni ses origines, ni le ruisseau où il croupissait, ni la tenaille des argousins, ni le petit esprit étriqué et la gloriole franco-vichyste, ni les catins de la littérature, cet homme clamait encore avec rage: «Dieu de la littérature, épargnez-moi de donner dans la putasserie des littérateurs.» Ils ne sont pas légion les écrivains, les cinéastes qui ont pu s'arracher à la pauvreté et faire entendre leurs voix. Les 10 millions de chômeurs français ne sont pas invités à parler. Aucun ne l'est dans toute la singularité de l'histoire et de la personnalité qui le caractérisent.

AU TRAVAIL ON NE S'ÉCLATE PAS MAIS L'ORGANISATION POLITIQUE ET SOCIALE DU TRAVAIL ÉCLATE LE SUJET

C'est un truisme de dire que ce n'était pas une activité bien enrichissante, bien épanouissante de mettre des annuaires dans des boîtes aux lettres, d'être couronné par des chiens, de marcher en traînant un chariot rempli de «Pages jaunes», de solliciter des professionnels qu'on dérangerait le plus souvent et pour lesquels l'annuaire téléphonique n'est plus un outil de première nécessité, de se heurter à leur accueil réservé, de perdre un temps précieux à chercher, à partir du fichier fourni par l'entreprise, un fichier qui date, une adresse qui n'existe plus. Qu'a-t-on accompli de sacré? De créatif? De bien indispensable à une société convenablement constituée? Pour quelles gratifications? Aucun remerciement, peu de témoignages de sympathie, et, en bout de course, tout au contraire, à force d'entourloupes, 50 misérables euros qui ne représentent pas la somme de travail effectuée et qui ne couvrent pas les dépenses occasionnées. On ne s'éclate pas. On est éclaté. On l'est à la mesure d'une organisation politique et sociale qui, de Pôle emploi et d'une société de margoulins, administre la surexploitation, et qui, de l'Inspection du Travail aux avocats, aux tribunaux et aux élus du peuple vous prive de tout recours. Il y a en bout de course un sujet éclaté par une société, par son organisation, par le fait qu'elle est conçue aux fins de soumettre à

la condition la plus extrême de la précarité, l'homme par l'homme.

Beaucoup d'identités brisées qui ont commodément choisi de se rassembler autour d'un motif d'exclusion de plus pauvres qu'eux-mêmes, de plus éprouvés qu'eux-mêmes. Mais je n'ai pas choisi le FN parce que ma conviction est faite depuis longtemps: seuls les puissants peuvent. Tout cela est destructeur pour un esprit démocrate, qui ne se résout pas à chercher refuge dans des rassemblements xénophobes, nationalistes et qui n'a nulle intention de haïr, ce qui est à sa portée, au moyen d'une force, mais qui s'est trouvé, tout simplement, progressivement, banalement, à craindre les Hommes. À craindre les Hommes de cette société dans tout ce qui les constitue politiquement et socialement. Il y en a de tels qui ne se sont pas rassemblés autour d'une cause d'exclusion qui finissent dans un trou solitaire par abrégé leur vie; il y en a qui contractent des maladies parce que le corps lache. Lorsqu'un chômeur s'est immolé à Nantes, récemment, François Hollande a considéré que c'était un drame personnel. Peut-être qu'un grain de sable aurait pu faire de mon cas un drame personnel. Je veux dire que dans l'exclusion politique et sociale, dans la paralysie des rouages démocratiques, dans leur fermeture aux recours, ce grain de sable vient naturellement ponctuer le parcours du déjeté politiquement et socialement, d'une exclusion de tous les champs de la vie, et il le voue à une grande solitude et à la précipitation de ses derniers relais sociaux et affectifs dans des conflits, accentués par son exclusion, provoqués par son exclusion, conflits dans lesquels il est impuissant par excellence parce qu'il est exclu de toutes parts, de toutes possibilités, de toutes forces morales et vitales. Alors il perd la vie, la santé, la tête. «C'est un drame personnel» est une phrase qui sonne pour moi, et qui relève de la carapace caractéristique définie par Wilhelm Reich. C'est une armature d'insensibilité notoire et de déni qui ne peut avoir que de funestes conséquences. Les mots sont impuissants à restituer la douleur et il y a au fond toute cette légitime rage qui est contrainte de s'étouffer et dont on sait qu'une fois asphyxiée, par l'appareil répressif et la censure du totalitarisme, elle contamine irrémédiablement le corps et l'esprit. «Face à un gouvernement qui aujourd'hui oblitère des vies singulières dans l'abstraction de l'objectif du chiffre, puis occulte cette abstraction même dans une rhétorique du récit exemplaire, il n'est sans doute pas d'autre issue que de raconter plusieurs histoires, et de dire plusieurs vies» (Collectif Maurice-Florence, «Archives de l'infamie»).

Même s'il est peu consulté, s'il n'est pas compris, j'ai beaucoup tergiversé à l'idée de soumettre ce texte. Ma première hésitation tient à la crainte d'en subir, d'une façon ou d'une autre, les conséquences. Hannah Arendt disait que lorsqu'on s'attaque à une bureaucratie, il faut s'attendre à ce qu'elle riposte. Dans ces lignes, je n'attaque pas, je m'en défends. Ma seconde hésitation tient au fait d'ébranler des lecteurs éventuels avec des propos d'une certaine radicalité. C'est pourquoi j'ai estimé qu'il valait mieux que ce texte tienne dans une revue ou dans un journal parce qu'alors il est soumis au choix des lecteurs de se les procurer. Il peut y rencontrer des affinités, des lecteurs déjà partiellement convaincus de ce qui est exposé. Il n'y a strictement aucune chance d'en convaincre d'autres qui ne présentent aucune disposition pour le comprendre et qui ont été assez relativement préservés ou qui ont pris activement part à l'organisation sociale qui éclate le sujet précarisé. La toile a quelques avantages mais aussi des inconvénients, qui sont devenus, il me semble, ces dernières années plus décemment encombrants.

C'est finalement le sentiment «perdu pour perdu» qui me décide à cette publication.

Régis Duffour

BURN-OUT: LE MAL DU SIÈCLE ?

*« L'économie est la méthode,
l'objectif est changer l'âme »*

Margaret Thatcher



Illustration: Julie Joseph

QUAND LE TRAVAIL TUE

Depuis une quinzaine d'années, la société française se trouve face à une augmentation du nombre de suicides et d'arrêts de travail, dus à des accidents non seulement de nature physique mais aussi d'origine émotionnelle, avec des symptômes de fatigue sévère et de dépression. Au début, en France, ce tourbillon de suicides restait quasi inexplicable. Cependant, ce phénomène s'étendait dans les entreprises françaises privées et publiques, notamment à France Telecom (Orange) : depuis 2000, 115 salariés se sont donné la mort par suicide, en général par pendaison, ou se sont immolés par le feu sur leur lieu de travail. Cette houle de suicides n'est pas particulière au milieu du travail français : ce syndrome se rencontre dans d'autres pays fortement industrialisés comme le Japon, la Corée du Sud, la Chine, les États-Unis ou l'Allemagne – qui, tous, suivent la politique de management à l'anglo-saxonne.

NAISSANCE DU BURN-OUT

Dans les années 1960 et 1970, le syndrome du burn-out (« s'éteindre, s'épuiser, griller ») est découvert par Harold Bradley, suite à ses observations dans un centre d'aide aux personnes en détresse et victimes de la toxicomanie. Les salariés en burn-out ont d'abord été considérés comme « fragiles » ou « incapables ». Ces appréciations tendaient généralement à imputer aux travailleurs et à eux seuls la responsabilité de leur pathologie. Or, les plus affectés sont justement les plus dévoués à leur travail.

Au cours des années 1990, les recherches d'autres spécialistes mettent en évidence que les conditions de travail épuisent non seulement physiquement, mais aussi mentalement et psychologiquement. Les salariés affectés déclenchent un épuisement émotionnel et physique sévère, et développent parfois la présence récurrente d'idées noires, un manque d'envie de vivre qui peut les amener au suicide. Ces recherches montrent une autre vérité : ces salariés qui ont attenté à leur vie ont été *victimes de leur travail*. Ils ont été condamnés d'avance par le fonctionnement sauvage de la machine capitaliste.

LA CONCURRENCE CAPITALISTE ET LE BURN-OUT

La compétitivité, l'efficacité et la productivité sont les mots clés des sociétés modernes. Elles sont plongées dans le tourbillon de la production de masse, avec les nouvelles technologies, l'omniprésence de l'informatique et l'obsession de gagner toujours plus au moindre coût. Cette réalité, qui implique un changement radical dans les modalités du travail, nous oblige, nécessairement, à la considérer dans son contexte historique, politique, social et économique plus large, soit le capitalisme dans son processus de transformation. C'est-à-dire une mutation à l'intérieur du système capitaliste qui entraîne le passage du capitalisme industriel vers un autre régime capitaliste.

Cette mutation transforme en effet le marché du travail, et nous devons ainsi penser à toutes les nouvelles modalités des contrats de travail qui n'existaient pas auparavant ou n'étaient pas aussi répandues : travail temporaire, emplois précaires, contrats à durée déterminée, avec obligation de résultats, intérimaires aux horaires variables, changement de postes, réduction d'effectifs, individualisation des primes... Cette évolution du capitalisme

« Ces salariés qui ont attenté à leur vie ont été victimes de leur travail. Ils ont été condamnés d'avance par le fonctionnement sauvage de la machine capitaliste »

affecte les manières de produire et les modes de régulation du capitalisme.

Les conditions de production soulignaient autrefois les différences de classes en établissant des relations de subordination auxquelles les salariés devaient se soumettre, mais les travailleurs luttèrent pour défendre leurs droits et obtenaient encore, par la lutte collective et les syndicats, des réponses à leurs revendications. La transformation du capital industriel en capital commercial aboutit à suivre un chemin différent : embauche de travailleurs pour de très courtes périodes, utilisation de services tertiaires qui collaborent à la dissolution du travail collectif et cherchent à provoquer une concurrence parfois malsaine entre les salariés eux-mêmes, tout en créant des difficultés au sein même des syndicats. Tout est fait pour casser l'esprit et la lutte collective des salariés et établir une politique d'individualisme sans trop se préoccuper de l'ensemble du personnel.

L'impact sur la santé des travailleurs est très rapide. D'un côté, pour les salariés qui restent en activité, les nouvelles conditions de travail signifient davantage de travail, de pression et de fatigue du fait de la précarité et de l'instabilité de leur poste, y compris s'ils bénéficient d'un contrat à durée indéterminée. D'autres ont été exclus du monde du travail parce qu'ils n'ont pas pu surmonter des problèmes de santé, de chômage, de licenciement abusif, de burn-out ou de pathologies dues aux conditions mêmes du travail. Pour ces derniers, le chemin sera long et pénible ; beaucoup d'entre eux ne retrouveront jamais un emploi, certains seront forcés de prendre une retraite anticipée ; d'autres encore déambuleront dans des hôpitaux ou verront leur vie familiale brisée.

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) estime qu'en 2020, les suicides pourront atteindre un million et demi de victimes. Dans le même temps, l'OMS ajoute que les maladies neurologiques, la dépression, les pathologies liées au déficit de l'attention avec hyperactivité et la dépersonnalisation seront l'un des problèmes majeurs de santé publique de notre temps ; si ces maladies ne sont pas bientôt combattues, elles deviendront probablement une pandémie dans le monde.

NOUVEAU PROJET DE SOCIÉTÉ ?

Nous nous trouvons face à un horizon dans lequel le travailleur, l'un des agents principaux de la production et des transformations sociales, constate que ses institutions revendicatives sont affaiblies. Que les nouvelles formes de travail imposées par le néo-libéralisme désarment les travailleurs, physiquement et psychologiquement. Et que ces nouvelles formes de travail créent les conditions pour de nouveaux modes de vie en société, profondément avantageux pour le capital. C'est ainsi que, selon les sociologues Christian Laval et Pierre Dardot, « le néo-libéralisme est davantage qu'une forme de capitalisme : il est une forme de société, une manière d'exister qui met en jeu notre façon de vivre, nos relations avec les autres et la façon dont

nous nous représentons nous-mêmes. Non seulement nous devons faire face à une doctrine idéologique et à une politique économique, mais aussi à un projet de société en construction et à une certaine conception de l'être humain ».

Le philosophe sud-coréen Byung-Chul Han dans *¿Por qué hoy no es posible la revolución?* (« Pourquoi aujourd'hui la révolution n'est pas possible ? », El País, 3 octobre 2014), propose quelques réflexions à la fois audacieuses et controversées : « Le système de domination néolibérale est structuré de manière totalement différente [du type de domination précédent]. Le pouvoir stabilisateur du système n'est plus fondé sur la répression, mais sur la séduction. La répression n'est plus autant visible que dans le régime disciplinaire. Il n'y a pas un ennemi, un adversaire qui opprime la liberté et devant lequel la résistance serait possible. Le néolibéralisme transforme le travailleur opprimé en chef d'entreprise, en employeur de lui-même. Chacun est maître et esclave de soi-même. Aussi la lutte de classes se transforme-t-elle en une lutte interne individuelle : celui qui échoue s'en accuse lui-même et en a honte. Il s'interroge plutôt que de questionner la société. Il n'est pas possible d'expliquer le néolibéralisme selon un schéma marxiste. Dans le néolibéralisme, on ne rencontre plus le type d'aliénation par le travail, au sens marxiste du terme. Aujourd'hui, nous nous impliquons avec euphorie dans le travail, jusqu'au burn-out. Le premier niveau du syndrome est l'euphorie. Burn-out et révolution s'excluent mutuellement. C'est ainsi une erreur de penser que la multitude puisse renverser l'empire parasitaire et instaurer la société communiste. »

Marilú Zamora

QUELLE VIE APRÈS LE TRAVAIL ?

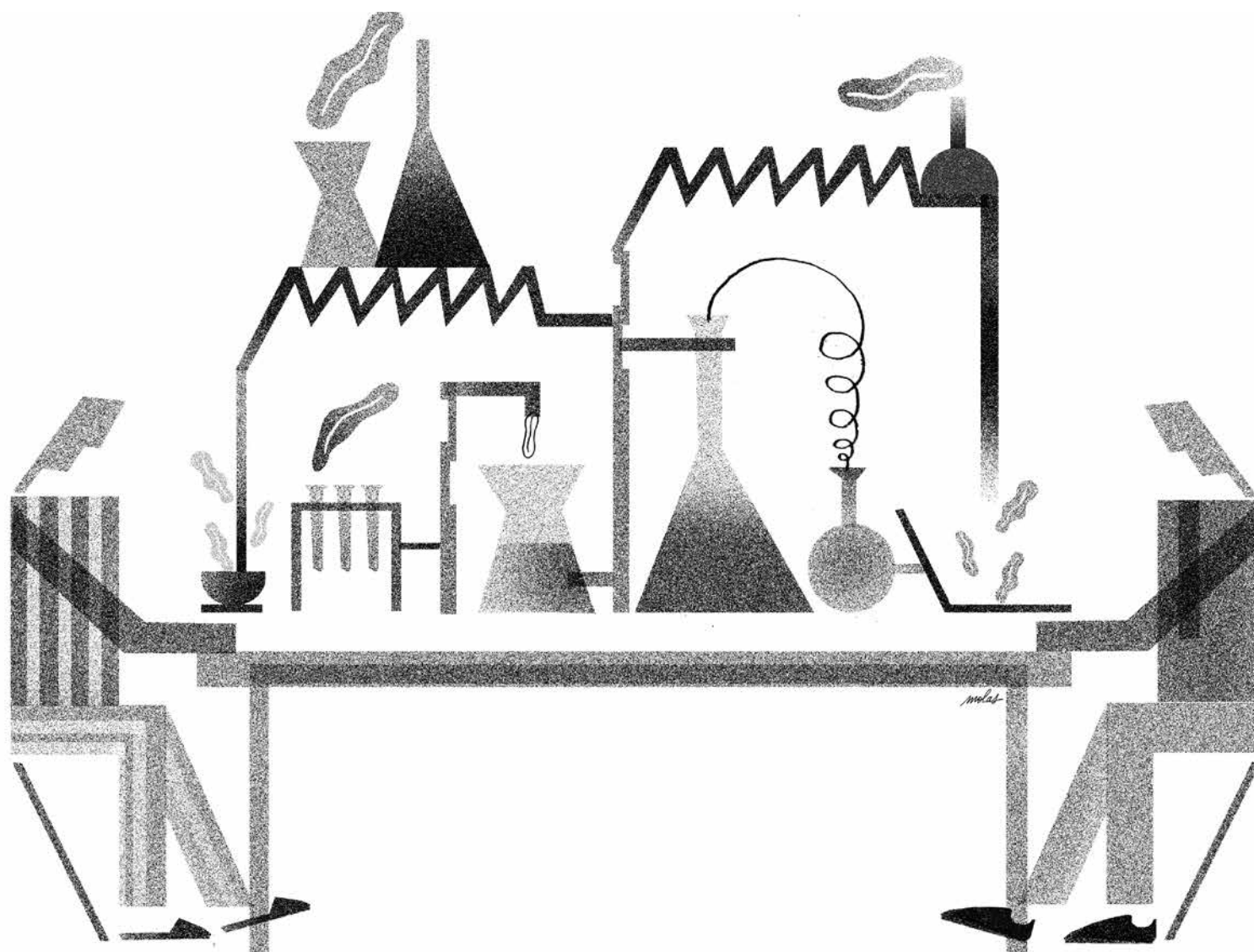


Illustration: Charlotte Molas

LE PLEIN EMPLOI : UN MYTHE SATURÉ

Le mythe du plein emploi tourne à vide. Il sature, sans plus de prise sur le réel. Faute de remplaçant, il continue de nourrir les discours institutionnels, que ceux-ci proviennent des acteurs politiques ou du monde économique. Dans les faits, « sur le terrain », ce mythe n'est plus opérationnel autrement qu'en tentant, une dernière fois, à bout de souffle, de mobiliser l'attention d'une population qui, dans son for intérieur, sait déjà que le temps du plein emploi est révolu. Tout comme celui d'une croissance qui serait encore capable de l'entraîner avec elle. Dans les pays développés, la société du travail-salarié-à-temps-plein-pour-tout-le-monde est morte. Son histoire, issue de la révolution industrielle, se délite tranquillement, sans qu'il soit encore possible de distinguer nettement ce qu'il va advenir. D'où un climat anxieux qu'une sorte d'activisme panique vient combler. Pour l'heure, toutes les mesures gravitant autour de l'emploi, et prétendant le faciliter, l'assouplir, le développer, le sauver, le renforcer, tiennent lieu de bricolage, souvent alambiqué. Tous les deuils sont difficiles à admettre, notamment pour les dirigeants qui se trouvent, soudain, nus devant leurs sujets, privés d'arguments, dépouillés de leurs stratégies, inefficaces à jamais ou, sinon, de manière désespérément anecdotique. Plus en-

core, ce deuil s'avère difficile à vivre pour ceux qui, employés postés en première ligne, en subissent les conséquences de plein fouet, se retrouvant dépossédés d'une structure existentielle qui, jusqu'ici, représentait un élément-clé de leur identité personnelle: leur métier, leur emploi, leur «gagne-pain» comme on disait jadis, pour signifier que s'y joue quelque chose de *vital*, conditionnant l'accès à une vie sociale considérée comme «normale».

UN EMPLOI SINON RIEN

Pour dire les choses clairement, l'accès à l'emploi est devenu si sélectif qu'il n'est plus en capacité d'être un facteur de sauvetage socio-économique, ni de démocratisation politique. Il ne représente plus un dénominateur commun sur lequel fonder le «vivre-ensemble». Cela pour des raisons diverses :

- les secteurs qui recrutent ne sont en réalité pas accessibles à tout le monde; 1) soit parce que les qualités physiques requises sur les postes de travail sont fortes, en raison de la pénibilité des emplois; 2) soit parce que le niveau des compétences techniques exigées est très élevé, pour des emplois de haut niveau; 3) soit parce que

les conditions statutaires d'emploi sont insuffisantes (temps partiel, faibles revenus, contrats de courte durée...);

- l'invivabilité croissante des conditions de travail, tous secteurs confondus - que l'écran de fumée du management dit « responsable » ne dissipe évidemment pas -, sert de repoussoir psychologique;
- la « performance » d'une entreprise ou d'une administration ne se traduit plus désormais par des créations de postes de travail dues à son potentiel de développement, mais bien souvent par des suppressions de postes dues à sa capacité de restructuration.

En conséquence de quoi:

- il n'y a plus, il n'y aura plus, d'emplois salariés décents pour tout le monde;
- tout le monde n'est et ne sera pas en capacité d'occuper les postes disponibles;
- la croyance en la « valeur travail » décroît logiquement, entraînant déception, désengagement, déloyauté, désœuvrement et cynisme parmi la population active.

Dans ce contexte, le «travail» ne tient plus son rôle de grand intégrateur. Il ne structure plus la vie collective mais, par ses faiblesses, il contribue même à sa déstructuration progressive, tant le crédo lié à l'ascenseur social, à l'engagement professionnel à long terme, au mérite de l'ancienneté et aux valeurs de fidélité et de récompense qui lui étaient associées n'est plus opérant dans la vie quotidienne. La flexibilisation accrue des conditions de travail entraîne la liquidation-liquéfaction des structures sociales sécurisantes qui prévalaient jusque-là. Lorsque la religion – entendue au sens de ce qui relie – n'est plus qu'économique, l'emploi salarié, éreinté par le réel, ne suscite plus ni croyance ni adhésion. Il devient alors le parfait véhicule du nihilisme ambiant, nourri des multiples frustrations d'un producteur malmené, dépourvu des moyens d'occuper le rôle de consommateur qui lui est dévolu. Un être rendu unidimensionnel par l'économisme, un individu duquel l'argent a volé les rêves et qui ne voit plus rien venir. Du côté des employeurs, progressent le désarroi de ne plus pouvoir s'engager et engager à long terme, tout comme le cynisme et une certaine déresponsabilisation qui facilite le recours aux statuts précaires et aux mesures de séparation d'avec leurs employés.

De tels faits conduisent à constater que le travail ne peut plus prétendre servir de socle pour une vie collective sereine.

LE MANAGEMENT : TUEUR D'EMPLOIS EN SÉRIE

Depuis que le cours de la valeur travail fond sur le marché du sociétal, le chantage à l'emploi prend force et vigueur. Que celui-ci soit formulé de manière explicite ou tenu au silence importe peu. Perdre son emploi fait peur et cette crainte permet de mobiliser les heureux élus du marché du travail. La concurrence et la « crise » font figure de menaces omniprésentes qui fouettent et justifient la fougue productiviste. Face à de telles menaces, la gestion se doit d'être rigoureuse, surtout que le management s'enseigne dans des écoles prestigieuses. Se déclarant fondé scientifiquement, il espère se rendre ainsi incontestable (quiconque a travaillé dans une entreprise managérialement prétentieuse rira de cette arrogance). En réalité, le management est plus idéologique que scientifique, ce qui ne lui enlève pas son pouvoir d'engendrer des pratiques. Or, un principe en vogue de « bon » management mérite qu'on s'attarde sur son cas, tant il est révélateur : il s'agit de l'efficiency, résumable grâce à la formule lapidaire : « faire autant, sinon plus, avec moins de moyens, moins de ressources ». Humaines y compris. En période d'austérité, l'efficiency est LE gage de performance des organisations, publiques, privées, médicales, sociales, à but lucratif ou pas... Au premier abord, l'efficiency se présente comme « la capacité de produire quelque effet » (Larousse). En soi, ce n'est pas difficile. L'usage managérial du terme l'a cependant compliqué, il l'a « expertisé ». Dès lors, l'efficiency se définit comme la capacité d'obtenir des effets souhaités avec le moins de dépenses possible. Autrement dit, dans une version plus économique : l'efficiency est la manière d'atteindre ses objectifs au moindre coût, de produire en déboursant moins, de gagner sans rien perdre. Or, la recherche d'efficiency et des gains de productivité, notamment grâce à l'usage de la technologie, sonnent le glas d'un emploi pour tous. Au nom de l'efficiency, créer des emplois n'est, dans les faits, plus un objectif prioritaire. En réalité, mieux vaut un fonctionnement, voire un développement, qui se passe d'employés : ceux-ci sont considérés comme une charge car la « masse salariale » ne se montre jamais assez productive et rentable. Les emplois sont les premiers sacrifiés de l'efficiency et l'idéologie managériale n'associe que très rarement, au plan des pratiques, plus de rendement à plus d'emplois.

Ni l'auto-entrepreneuriat, ni le portage salarial, qui érigent en remède la création de son propre emploi, ne compensent les suppressions de postes. Ces nouveaux visages de l'employé accompagnent la dislocation du salariat. Avec ces statuts, on tente de donner un semblant d'allure à la précarité des situations, histoire de brouiller le visage du chômage. En réalité, c'est le salarié qui est sommé de devenir un individu-entreprise, comme l'avait déjà deviné André Gorz. À présent, il nous faut créer nos emplois sous peine de ne plus en obtenir. Cette injonction à la création d'entreprise, plus subie que volontaire, n'est pas la preuve d'un dynamisme particulier du modèle sociétal en vigueur, ne nous méprenons pas. Dans pareil contexte, le taux de création d'entreprises d'un pays montre combien y règne la précarité, laquelle rend obligatoires les tentatives de survie.

LA RÉVOLUTION DU CHÔMAGE CRÉATIF

Nul besoin d'être grand clerc pour comprendre qu'une société, dont la décence est fondée sur le travail et le salariat, doit s'approprier à vivre de mauvais jours lorsque travailler paisiblement contre une rémunération correcte devient impossible pour un nombre croissant d'individus. Il convient alors de tirer à bout portant sur les lieux communs qu'on nous assène à longueur de temps : la société du plein emploi étant morte, le chômage est devenu une réalité aussi puissante et (dé)structurante que le travail salarié. Face à cela, à nous d'apprendre à changer le plomb en or.

Aménagée au fil de l'histoire depuis la révolution industrielle, la contrainte salariale et laborieuse a trouvé des compensations : régularité des salaires et avantages négociés, congés payés, retraites financées, sécurité sociale. C'est ainsi que, sous l'égide de la fameuse « valeur travail », nos vies se sont organisées selon une double temporalité. En effet, le temps du travail n'est à présent plus concevable sans le temps qu'on dit « libre », celui que nous dédions avec entrain à ce que nous appelons nos « loisirs ». D'un côté la contrainte, de l'autre sa relâche temporaire, l'une finançant l'autre et, plus encore, l'autorisant, car le temps libre est toujours considéré comme la récompense, un brin culpabilisante, qu'on doit mériter.

Curieusement, être au chômage n'est jamais synonyme de chance, celle de rejoindre une liberté durable où l'on pourrait décider de son emploi du temps et du contenu de ses activités hors de toute pression professionnelle. Être au chômage, c'est au contraire perdre la chance de pouvoir acheter son temps libre sans l'ombre de la culpabilité ou de la peur. Dans un système qui repose sur la dualité consanguine du travail et du loisir, la contrainte laborieuse est devenue, contre toute attente, un avantage. En effet, tout comme il paraît difficile de mesurer son bonheur sans avoir éprouvé la douleur, on ne peut, semble-t-il, déguster sa liberté que si l'on a senti de près le poids de la contrainte. Immiscé dans le joli couple du travail et du loisir, le chômage joue le trouble-fête. Il est le filet d'insécurité qui récupère les exclus de cette romance délicate et fragile.

C'est comme si, désormais, nous n'avions plus le choix qu'entre une corvée et un malheur. Là, le bât blesse. Il est posé sur l'échine du citoyen par un système qui détruit les emplois décents sans proposer d'alternative, sinon quelques menues miettes, revenus sociaux et allocations de chômage à durée déterminée. Dans un monde gouverné par la morale du travail et des loisirs, grande sœur de la morale de salle d'école et de cour de récréation, il faut avoir l'esprit vraiment tordu pour jouir du chômage comme d'une libération.

Mais pourquoi diable, justement, ne pas renverser la perspective ? C'est en effet dans les replis de

cet esprit tordu qu'entre en jeu une stratégie dissidente : envisager sa vie comme une création plutôt qu'une récréation de fin de semaine ou de fin de vie, y compris en cultivant, selon l'opportunité, une forme de chômage philosophique. Pourquoi s'ingénier à considérer le chômage — et à l'administrer — comme un fardeau ? Au nom de quelle convention sadique ? Changer le chômage en valeur à laquelle nous pourrions consentir sans contrainte est la seule manière de le rendre fructueux. La seule manière de libérer des places que les aspirants au travail pourraient saisir. Donner le choix du travail et le choix du chômage tout au long de la vie, voilà la solution qui laisse toute la place à l'initiative, en repoussant la fatalité qui accable autant l'existence du travailleur laborieux que celle du chômeur malgré lui. La vie tout entière pourrait s'avérer créatrice, émancipée des agendas de nos activités productives supposées utiles à l'unique condition d'être créditées d'un minimum de rentabilité économique.

Le chômage pourrait se révéler heureux s'il n'était pas sans cesse menacé par la précarité des allocations pour lesquelles, en travaillant, vous avez peut-être cotisé. Or, cet équilibre fragile est menacé dans un système qui ne tient plus ses promesses, imposant à ses ressortissants des conditions impossibles. Sortir d'un tel jeu de dupes exige une utopie, c'est-à-dire le non-lieu d'un présent qui deviendra le projet d'un futur. *Il faut découpler le revenu du travail.* En effet, pour libérer le travail de la coercition qui l'accable, pour libérer le temps libre de ses contraintes, pour extraire le chômage de la peur, il faudra bientôt changer d'imaginaire et de stratégie, sous peine de voir le chaos s'installer. À cette seule condition, le travail pourra devenir une activité attractive, et non plus une fatalité qui s'impose, tombée du ciel de l'histoire. Rendre le travail attractif, c'est aussi rendre le chômage attractif, afin que l'un ne soit plus le repoussoir de l'autre. Voilà pourquoi l'attribution d'un revenu d'existence est la condition d'un chômage créateur et contributif, celui d'un chômeur libéré de la culpabilité de l'inutile et de la peur de manquer. Il s'agirait d'avoir l'opportunité, durant sa vie, de cheminer - au gré des opportunités, des besoins, des envies, des projets - d'activités rémunératrices en activités sans objectifs économiques. Repousser la crainte d'être privé de ressources et d'emploi permettrait même de libérer une foule d'initiatives, de générer de la créativité sociale, de laisser libre cours à des activités diverses, lesquelles pourraient même donner lieu à des entreprises.

Poursuivre sur la voie contraire, quand le travail est devenu une condition qui n'est plus généralisable, consiste à administrer la misère, ce qui est l'opposé du bien vivre en commun. À partir d'un certain seuil, l'aveuglement prend les allures du cynisme. Surtout lorsque le travail est si rare et le chômage si fréquent. Il devient urgent de bondir hors de la cocotte-minute dont nos loisirs sont la branlante soupape. Le chômage doit devenir créateur et, oserais-je dire, socialement productif. Alors les conditions de travail pourront être profondément réinterrogées, de manière à rendre le travail satisfaisant — socialement, écologiquement, économiquement.

Retrouvons donc une intelligence d'alchimiste, de celle qui convertit le plomb du chômage en or du chômeur.

Étienne Rodin,
auteur de *L'horreur managériale*
(Ed. L'Echappée, 2011)

QUE DEVIENDRAIT LE TRAVAIL PENDANT LA TRANSITION DÉCROISSANTE ?

« *Que va-t-on inventer et offrir à notre consommation, pour nous permettre d'avoir un travail imbécile ?* »¹

François Partant

Parmi les pommes de discorde fréquemment croquées dans les débats sur la décroissance revient sans cesse la question du travail. En résumé, la ligne de partage se trouve entre les partisans de la réduction du temps de travail et ceux du revenu inconditionnel d'existence². D'autres encore voient les deux orientations comme d'emblée compatibles, ou consécutives. Mais tous se retrouvent dans le refus de la centralité du travail dans l'existence (cf. infra). L'entremêlement des considérations matérielles, techniques et morales rend le dossier complexe, raison pour laquelle on ne tranchera pas ici entre ces positions.

Depuis la contre-révolution néolibérale, les entrepreneurs ont repris le pouvoir sur l'ordre social. Malgré l'évolution technologique et ses conséquences socio-économiques immédiates — l'augmentation continue du chômage —, le travail rémunéré reste primordial dans les valeurs et les attentes dominantes. L'éthique protestante qui lui est attachée a profondément modelé notre psyché : quelle que soit notre obédience religieuse ou notre athéisme, nous croyons ou pensons que le statut social, voire le salut individuel passe par le travail, jusqu'à nouvel ordre vu comme le meilleur remède pour se mettre à l'abri des aléas de la vie³. L'économie du salut a fait place au salut par l'économie, selon la formule de Max Weber. La psychosociologie intervient ensuite : un emploi dans l'entreprise ou l'administration est source de gratifications et d'épanouissement personnel. En être privé équivaut à une sorte de mort sociale, voire de ruine de l'âme. Et Axel Honneth d'observer que « la répétition constante des mêmes formules de la reconnaissance parvient à créer sans recourir à la contrainte un sentiment d'estime de soi incitant à des formes de soumission volontaire⁴ ». Il y a donc là de l'imaginaire à décoloniser ! Enfin, trivialement, travailler est aussi s'octroyer la possibilité de consommer, donc de jouir — sur un plan égocentré — et d'échanger des signes avec ses congénères — sur un plan collectif (Jean Baudrillard, 1970).

« Mais cela est bien inhérent à la condition humaine, non ? », entendra-t-on. Et bien non, justement, oublions pour une fois l'épisode biblique de la Chute. Les anthropologues Marshall Sahlins et Paul Shepard ont relativisé la place que le travail productif occupait dans la préhistoire. Le second affirme qu'il n'excédait pas dix-sept heures par semaine au Pléistocène⁵. Tôt dans la civilisation, les auteurs de l'Éclésiaste jugent le travail non comme outil de la solidarité humaine, mais comme source de conflits. En Grèce, Diogène et les cyniques le refusent, lui préférant la logique du don. Avec la Réforme, les choses prennent un tour plus sérieux, « le travail devient une fin en soi, non plus moyen de subsistance mais principe d'existence, destin de l'homme sur terre accomplissant sa vocation⁶ ». Nouvelle voix discordante au siècle des Lumières

avec son outsider Jean-Jacques Rousseau, qui voit le passage au travail comme le facteur principal de la corruption et du malheur de l'homme en société, car le travail va contre la nature de celui-ci. En 1776, Adam Smith, homme des Lumières écossaises, légitime le travail selon une vision ternaire : sa finalité sociale est l'abondance, sa condition est la productivité et son moyen est l'investissement productif. L'Anglais Jeremy Bentham est encore plus direct : pour lui, l'utile se confond avec la production matérielle. Le XIX^e siècle allait développer le salariat dans les usines ou, dans le Nouveau Monde, prolonger encore un peu l'esclavage. Dans Critique du programme de Gotha, Marx réaffirme que le travail est le premier besoin de l'existence. Il signale aussi que la production est prioritaire par rapport à la société, à la conscience et aux relations entre les hommes. Malgré la supplique de Paul Lafargue pour son « droit à la paresse », le consensus pour produire en série des « esclaves heureux » (A. Honneth, 2006) est installé et a perduré.

Pas besoin d'être objecteur de croissance pour voir et sentir les limites du modèle « travailliste », une partie de la gauche en est capable aussi. Alors, qu'apporte la décroissance d'original au débat ? À côté d'autres idées-force — le sens des limites, la réduction des inégalités, la relocalisation, la décélération (cf. infra), la décolonisation de l'imaginaire, la simplicité volontaire, etc. —, elle se caractérise donc par le rejet de la centralité du travail dans l'existence, pour des raisons anthropologiques et écologiques. Examinons d'abord le volet anthropologique. Primo, moins travailler comme animal laborans⁷, c'est avoir la possibilité de mieux vivre comme être humain en lien avec ses semblables dans les diverses facettes de la vie : amour, amitié, soin aux autres et à la nature (le care), activités politiques et associatives, contemplation spirituelle ou esthétique⁸, etc. Car les individus, bien heureusement, sont loin de se réduire à un ensemble de besoins matériels, comme l'avaient à nouveau vu les cyniques antiques⁹. Secundo, moins travailler, c'est permettre à ceux qui sont entièrement privés de « boulot » d'apporter leur contribution dans la sphère économique et de leur donner de quoi conforter une partie de leur identité sociale ; c'est la classique idée du partage du temps de travail qu'une fraction de la gauche défend aussi. Cela décidé, encore faudra-t-il se poser deux questions. Primo, celle de la qualité des emplois, quand ceux-ci sont aujourd'hui majoritairement répétitifs, insipides, anti-écologiques, souvent sans utilité réelle et/ou simples compléments de la machine. Cette qualité des emplois ne découle pas nécessairement de l'abolition de la propriété privée. Comme l'écrivait Tolstoï, « [...] la concentration des moyens de production entre les mains des capitalistes n'a rien à voir avec la triste condition des chargeurs, des ouvrières en soierie ou des milliers de travailleurs qui font un métier pénible, malsain et abêtissant¹⁰. » L'erreur du mouvement ouvrier fut de viser l'appropriation et la socialisation de la valeur produite par le travail, au lieu de chercher à l'abolir. Secundo, celle d'une dé-division du travail, dans une certaine mesure.

priation et la socialisation de la valeur produite par le travail, au lieu de chercher à l'abolir. Secundo, celle d'une dé-division du travail, dans une certaine mesure.

Abordons le volet écologique. La décroissance est une période de transition — moyen et non but — qui nous fera passer d'une société écologiquement insoutenable à une société ayant retrouvé une empreinte écologique globale soutenable, qu'elle se promettra de ne plus dépasser, et à partir de laquelle elle se réinventera dans le cadre d'une démocratie réelle¹¹ (c'est-à-dire plus directe et s'appliquant à des communautés plus restreintes). Cela suppose une relative stabilité sociale, politique et technique, ainsi que l'abandon du fantasme d'un progrès linéaire et infini tel que l'idéologie des Lumières l'avait défini. Nous n'y couperons pas, il va falloir, de toute urgence, réduire drastiquement les flux d'énergies, de matières et d'informations qui saturent aujourd'hui notre économie-monde, en commençant par l'Occident gaspilleur. Pour y arriver, il n'y a pas trente-six solutions : d'abord, moins produire¹² (i. e. transformer de moindres quantités de matières) dans les domaines de l'industrie et des services ; l'agriculture, redevenue nécessairement biologique, requerra, elle, davantage de bras en raison de la disparition progressive de la mécanisation. Ensuite, moins consommer pour entrer dans un mode de vie vertueux fait de simplicité, de sobriété, refusant le superflu : « La vie simple, démocratique et égalitaire est "pauvre", et c'est en cela précisément qu'elle est riche : elle est dépouillée des encombrants et illusoirs remparts que nous érigeons depuis des siècles contre nos propres peurs¹³ ». Il s'agit aussi de relocaliser le travail pour mieux le contrôler démocratiquement et éviter les transports énergivores, autrement dit d'engager une forme de démondialisation. Adieu aux ateliers à sueur du Bangladesh comme aux brillantes carrières internationales ! A contrario, nous pouvons éventuellement continuer à foncer tête baissée dans la même folie productiviste (qu'elle soit de gauche ou de droite) ; dans ce cas, l'écosystème terrestre se chargera lui-même de siffler la fin de la récréation. Et là ce sera douloureux ! Dans l'hypothèse d'un effondrement rapide (catastrophique), le travail salarié disparaîtra, quand l'État sera ruiné et désorganisé, quand des mafias paramilitaires infligeront leur loi dans des zones de non-droit, quand l'approvisionnement énergétique ne sera plus assuré, quand les rendements agricoles diminueront en raison des dérèglements climatiques¹⁴, etc. Dépêchons-nous de penser (à) la parade avant d'en arriver là !

Ces objectifs étant fixés, reste à savoir quel sera le moteur du changement social. Dire que les représentations collectives doivent se métamorphoser est une évidence, mais comment initier le processus ? D'une manière abstraite et intellectuelle par l'éducation, scolaire ou non, des jeunes générations ? Par le Faire (i. e. la praxis) dans les alterna-



Illustration: Lison De Ridder

tives au productivisme (groupes d'achat solidaires, potagers urbains collectifs, services d'échanges locaux, Repair's café, habitats groupés, monnaies locales et complémentaires, etc., sans oublier les activités physiques et artistiques)? Ou bien les deux? Je penche pour cette dernière solution. Contre les pragmatistes, je soutiens que l'humain est un être de logos, de langage, de réflexivité, et que cela constitue une part importante de son essence, oserais-je dire. Contre les idéalistes, je prétends que la pensée doit s'appuyer sur et s'enrichir des expérimentations concrètes. Pour reprendre une expression populaire, il s'agit de faire ce que l'on dit, de refuser toute velléité, en s'inscrivant dans une « métaphysique de l'effort » (cf. George Orwell). Ensuite, parallèlement, il sera utile de théoriser ce que l'on fait.

La question du temps ne serait-elle pas décisive dans une réflexion sur le travail? Dans la modernité tardive, la temporalité est distordue, plus que jamais aujourd'hui par la tyrannie du temps réel de l'internet aboutissant au présentisme¹⁵. En prenant le contre-pied du phénomène d'accélération décrit par Hartmut Rosa¹⁶, la décroissance prône la décélération générale¹⁷. Dans une situation d'urgence écologique, celle-ci apparaît cependant comme une aporie... qui, néanmoins, n'empêche pas de trouver des solutions concrètes. Il faut prendre rapidement les décisions politiques salvatrices tout en se donnant le temps de la réflexion; il faut décélérer d'urgence à tous les étages de l'existence. D'abord dans la sphère privée où cela est le moins difficile à mettre en œuvre, car c'est là que la marge de liberté est la plus étendue. (Re)commencer à préparer soi-même ses repas avec des produits frais et locaux au lieu d'enfourner une pizza industrielle en est un exemple concret. Ensuite sur les lieux de travail, mais là c'est une autre paire de manches. Le modèle du machinisme, qui caractérisait autrefois l'industrie lourde, a été, dans la seconde moitié du xxe siècle, progressivement importé dans un secteur tertiaire prié de se plier lui aussi à des exigences de rentabilité et de vitesse, sous le prétexte des gains de productivité à dégager. Et globalement, les autres temps de l'existence sont

devenus dépendants du temps de travail industriel, qui se donne comme une trame objective organisant les faits sociaux, alors qu'il est construit à partir d'un système de valeurs arbitraires qu'il exprime. Que le temps de travail ait globalement baissé en Europe ne doit pas nous leurrer: c'est qualitativement que le labeur économique a envahi nos existences jusqu'à devenir le pilier de la construction identitaire individuelle et sociale: « je suis [ma profession] » est un mantra quotidiennement entendu. Et qu'importe si la souffrance au travail ne cesse d'augmenter¹⁸, persiste cet « embrigadement mental où les rapports de force et de méfiance abêtissants dans le travail sont vécus comme une occasion de dépassement de soi et de surpassement de ses inhibitions [...] »¹⁹.

Parallèlement, le temps dévolu à la consommation et aux loisirs a crû en proportion inverse. Ceux-ci, censés faire contrepoids au travail oppressant, n'ont pas été aussi libérateurs qu'on l'aurait espéré. Ils ont surtout eu pour effet de discipliner encore davantage les individus, piégés/aliénés dans le cycle infernal du travail et de la dépense, mais avec une bonne dose de servitude volontaire! Moins produire, remplacer le couple producteur-usager par le rapport communautaire (Jacques T. Godbout, 2007), légitimer les activités (non polluantes) en dehors du travail, et avant tout remettre en cause l'ordre marchand-productiviste-hiérarchisé-intégré-spécialisé (collectif Survivre et vivre) sont des voies à encourager vers la décroissance. Sur le plan macroéconomique, ce sont les agrégats que nous devons réorganiser: production, consommation, investissement, échanges commerciaux, stock de capital, dépenses publiques, travail, masse monétaire. Enfin, le déferlement numérique et robotique qui saisit la planète est un signe inquiétant. Il permet à la fois d'optimiser les performances au travail et les pulsions consuméristes, autrement dit d'asservir encore plus sûrement les individus à la Mégamachine²⁰. Pour conclure, revenons à Roger Sue: « c'est le non-travail qui est susceptible de révolutionner le travail, et donc la société entière »²¹.

Bernard Legros

- (1) François Partant, *Que la crise s'aggrave!*, éd. Parangon, 2002, p. 181.
- (2) Cf. Vincent Liégey, Stéphane Madelaine, Christophe Ondet, Anne-Isabelle Veillot, *Manifeste pour une dotation inconditionnelle d'autonomie, un projet de décroissance*, éd. Utopia, 2013.
- (3) Nul besoin ici de faire la distinction entre le travail-corrvée des ouvriers et employés, et le travail-performance des cadres. Le cycle du don est un autre remède contre les deux écueils que sont l'opulence et la misère.
- (4) Axel Honneth, *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*, éd. La Découverte, 2006, p. 248.
- (5) Cf. Paul Shepard, *Retour aux sources du Pléistocène*, éd. Dehors, 2013.
- (6) Roger Sue, *Temps et ordre social*, PUF, 1995, p. 164.
- (7) Selon la tripartition de Hannah Arendt, *l'animal laborans* consacre son énergie et son temps à la simple reproduction de ses conditions de vie biologiques, *l'homo faber* produit des œuvres durables, et le *zoon politikon* intervient sur la place publique pour participer à l'administration du bien commun.
- (8) « Est-il fatal que ce soit le travail qui constitue le principe de médiation entre l'homme et ses semblables, entre l'homme et la nature? » se demandait Jacques Ellul, in *Pour qui, pour quoi travaillons-nous?*, éd. La petite vermillon, 2013, p. 12.
- (9) Cf. Etienne Helmer, *Diogène et les cyniques ou la liberté dans la vie simple*, éd. Le passager clandestin, 2014.
- (10) Léon Tolstoï, *L'esclavage moderne*, éd. Le pas de côté, 2012, pp. 25 & 26.
- (11) Bien entendu, il est souhaitable que cette démocratie réelle se mette en place déjà pendant la transition décroissante.
- (12) « [...] l'homme d'aujourd'hui ne voit d'emblée dans le monde pris dans son entier qu'un matériau, il préfère s'imposer de nouveaux besoins plutôt que de laisser la nature intacte et inutilisée, et veut travailler, transformer et "achever" le monde dans son ensemble », in Günther Anders, *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, éd. L'Encyclopédie des nuisances, 2002, p. 214.
- (13) Christian Arnsperger, *Éthique de l'existence post-capitaliste. Pour un militantisme existentiel*, éditions du Cerf, 2009, p. 292.
- (14) Cf. les romans post-apocalyptiques *Vicilisation*, *La chute* de Chris Antone et *La théorie des dominos* d'Alex Scarrow.
- (15) Idéologie affirmant que seul le présent existe, le passé et le futur n'ayant aucune consistance.
- (16) Cf. Hartmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps*, éd. La Découverte, 2010.
- (17) Cf. mon article éponyme dans *La décroissance* n° 83, octobre 2011, pp. 3 & 4.
- (18) Cf. *La décroissance*, n° 117, mars 2015, p. 14 et Dominique Jacques Roth, *Économie et psychanalyse. Le progrès en question*, éd. L'Harmattan, 2011.
- (19) Jean-Paul Curnier, *Prospérités du désastre. Aggravation*, 2, éd. Lignes, 2014, p. 85.
- (20) Cf. Sherry Turkle, *Seuls ensemble. De plus en plus de technologies, de moins en moins de relations humaines*, éd. L'Echappée, 2015.
- (21) Roger Sue, op. cit., p. 83.

KAIROS N'EST PAS UN « JOURNAL »*

...

Pour ceux qui attendent leur rubrique tant appréciée, Alternative/récit de vie, ne pas la voir en ces pages 20/21 vous rappellera de façon cinglante les vicissitudes de la presse libre. Madame Pipi, qu'on devait rencontrer, a sans doute peur... peur de se faire coincer par son boss du fast food appartenant à la chaîne internationale pour laquelle indirectement elle travaille. Elle a peur, et on la comprend. Nous irons la revoir pour tenter de la convaincre qu'elle n'aura pas d'ennuis. En attendant, ci-dessous un portrait de l'Association des Journalistes de la Presse Périodique (AJPP), et de leur curieuse définition tacite du journalisme...

Ce n'est pas qu'on voulait être considéré comme des «journalistes», loin de là, mais bon, on pensait que si cette reconnaissance nous permettait d'obtenir quelques compensations pour le travail bénévole que nous faisons (carte de presse qui permet d'avoir le train gratuit, d'entrer dans les conférences de presse – et de questionner les «journalistes»... – et autres événements), nous avions le droit de la demander. Je suis donc parti faire une petite recherche sur le site de l'Association des Journalistes de la Presse Périodique, au joli acronyme d'AJPP (à ne pas confondre avec l'acronyme français «allocation journalière de présence parentale», bien que le lecteur y trouvera peut-être quelques associations...).

Au départ, j'y croyais un peu, vu qu'ils disaient sur leur site: «*Toute personne qui exerce, fût-ce à temps partiel, le métier de journaliste peut devenir membre de l'association et obtenir une carte de membre*», et par ailleurs, bénéficier de la carte de presse pour autant qu'il soit «*actif dans la presse d'information générale*». «Actif», on l'est, en plus pas vraiment à temps partiel pour Kairos, on est à, comment dire... sur-temps plein, sans toutefois travailler – bénévolement – plus pour gagner plus, puisque le principe du bénévolat c'est qu'on ne gagne rien! Et donc, à charge de travail augmentée le revenu reste le même, c'est-à-dire... inexistant. Donc on essaye de travailler moins – comme salarié – pour pouvoir travailler plus – comme bénévole. Bon, je ne sais pas si vous suivez: en gros, les journées ne sont pas extensibles, donc c'est un peu comme avec deux vases communicants, ce qu'on prend pour une activité vide les autres proportionnellement.

Pas de chance, on a vite constaté – et ils n'allaient pas manquer de nous le rappeler – que pour être de la bande il fallait... être payé. Donc pour l'AJPP «travailler» – faire de la presse périodique alternative en l'occurrence – c'est comme pour l'Onem, synonyme d'obtenir une rémunération, le reste c'est une barre dans la case: si tu bosses, c'est bien, même si c'est chez un marchand d'armes d'Herstal ou chez

Monsanto; si tu cultives des patates, fais vivre un cinéma de quartier ou... tentes de faire du vrai journalisme, mais ne reçois aucune espèces sonnantes et trébuchantes pour la chose, c'est un peu comme si tu ne faisais... rien! Pas de bol!

Mais on a quand même essayé (surtout pour l'enquête marrante y faut dire). Ça avait commencé comme ça donc! :

« Bonjour,

Depuis deux ans, nous publions un journal d'information critique qui vise à fournir un contenu objectif dans un monde où l'impartialité des mass médias fait clairement défaut.

Kairos, journal antiproduktiviste pour une société décente, n'est pas le résultat de radicaux irréalistes qui en dilettantes produiraient quelques pages papier tous les deux mois. Au contraire, il est l'œuvre d'un travail journalistique professionnel, bimestriel de 24 pages contenant des articles de plumes diverses (scientifiques, journalistes, enseignants, militants, entrepreneurs, philosophes, formateurs...), illustrés par des dessinateurs le plus souvent professionnels, corrigés, mis en page par des graphistes dont c'est le métier.

Après bientôt 15 numéros, nous pouvons nous enorgueillir d'avoir atteint un résultat qui, autant dans la forme que dans le fond, fait de Kairos un vrai journal et un titre qui a pris, et continuera à prendre, sa place dans le paysage médiatique belge (nous sommes par exemple le journal le plus vendu de la réputée librairie Tropismes à Bruxelles, et le titre est par ailleurs distribué par Tondeur dans toute la Belgique).

Le fait que nous soyons tous bénévoles ne doit pas être perçu comme une tare qui interdirait de reconnaître Kairos comme un «vrai» journal. Au contraire, face à la pensée unique distillée par la plupart des titres de presse, Kairos peut se targuer d'offrir un point de vue critique indispensable, qui manque trop souvent.

S'il ne nous est toutefois pas possible de vivre de notre activité, cela a une explication: faire une presse alternative, critique, sans publicité, ne plaît pas toujours au pouvoir politique, et n'attire pas l'argent.

Le seul fait donc de ne pas être rémunérés permet-il de dénigrer notre titre, de lui donner moins de valeur? L'Association des Journalistes de la Presse Périodique ne devrait-elle pas tenir compte de l'état des lieux de la presse en Belgique et en Europe et de l'importance que peuvent avoir des titres - et qu'auront de plus en plus - comme Kairos?

Si nous sommes éligibles pour bénéficier d'une aide à la presse périodique de la Communauté française, pourquoi ne sommes-nous pas reconnus comme tel par l'AJPP, et pourquoi ceux qui sont les piliers du journal ne peuvent-ils pas bénéficier d'une carte de presse?

En espérant que vous porterez une attention à ce courrier,

Bien cordialement»

C'était en septembre 2014... sans réponse de leur part, on les a relancés en octobre:

«*Bonjour. Avez-vous reçu notre courrier relatif à la carte de presse?*».

Le lendemain, la présidente nous répondait:

«*Monsieur.*

Concerne : votre affiliation à l'A.J.P.P.

Le Conseil d'administration de l'Association des Journalistes de la Presse Périodique a examiné votre dossier lors de sa dernière réunion. Il n'a malheureusement pu satisfaire à votre demande. [ah merde!]. D'après l'état actuel du dossier, vous ne correspondez pas aux critères d'admission (cfr. LES DIX COMMANDEMENTS DE L'AFFILIATION A LAJPP [SIC], point 5.3. "Il doit fournir les preuves de rémunérations concernant les parutions pour les 12 derniers mois" et l'art. 3 de l'arrêté royal du 12 avril 1965 instituant des documents d'identification à l'usage des membres de la presse périodique – "...ne peut être délivré qu'aux journalistes qui, à titre de profession principale et moyennant rémunération...").

Veillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Claude MUYLS,

Présidente AJPP.

Le Conseil d'administration AJPP

Entre-temps, les mois ont passé, on a eu quelques trucs à faire, Saint-Nicolas, la dinde de Noël et quelques journaux à tirer... Mais on n'a pas oublié, et on a relancé le truc, cette fois-ci plus dans le dessein d'origine, «profondément intéressé», mais dans celui de décortiquer l'association et de voir qui tirait les ficelles de cette boîte d'apparence décontractée et défendant la liberté de la presse.

On a donc recontacté par mail l'AJPP via sa présidente, qui a semble-t-il oublié qui on était et nous répondait trois heures après: «*J'accepte volontiers de vous rencontrer. Merci d'abord de cerner les problèmes et de me donner un numéro de téléphone. Best regards*».

Yes! I said to me, and I answer: «*Merci de cette réponse et de votre enthousiasme. Il s'agirait de développer le sujet de la presse mainstream et de la place des autres presses dans le paysage médiatique; mais également plus simplement de voir ce qu'est au fond le journalisme pour l'AJPP*».

Là, la promptitude à répondre avait, comment dire... pris quelques rides: 18 jours après, on relance la Présidente, à ce jour aucune réponse (on écrit ces lignes le 3 juin ... et on boucle le 22 juin, et toujours rien!).

En attendant, on est un peu allé voir qui étaient ceux qui décidaient qui faisaient ou ne faisaient pas du journalisme dans une presse périodique, et qui peuplaient leur clique. Commençons par la Présidente de l'AJPP, celle qui a signé le courrier de refus. Sur le site, une présentation de Claude Muyls nous dit: «*Licenciée en sociologie, en psychologie et en journalisme de l'Université Libre de Bruxelles, Claude Muyls n'a comme seule passion que les autres. Les interviewer était la meilleure manière de les approcher et de leur donner la parole. Depuis plus de 30 ans, elle rencontre les personnalités et les anonymes qui font la diversité de notre société*». Son pendant néerlandophone est Louis Wee-

nen, qui a commencé dans les années 80 comme rédacteur en chef de «Flash Motor/motorensport», et plus tard de «Belgian Business». Ça roule pour lui quoi!

Bon, on s'est dit alors que Kairos n'était peut-être pas assez «anonyme» que pour bénéficier de l'intérêt et de la passion de Claude, ou alors que ceux qui écrivent dans les pages d'un journal anti-productiviste belge n'exprimaient peut-être pas des trucs qui affolaient la présidente... Un hasard sans doute quand on voit qu'«elle a travaillé pour de nombreux supports comme Elle Belgique, Marie Claire Belgique, Vogue Belgique, L'Officiel France, Paris Match Belgique et La Libre Essentielle... Elle collabore actuellement aux Carnets de Paris Match et à Talkies en néerlandais tout en étant rédactrice en chef de Guy Issue et de Mode Flash. Elle prépare aussi une version francophone de Talkies?» Bon, pas d'a priori me suis-je dit «il faut être ouvert à toutes les tendances»... mais qui voit Kairos trôner à côté de ces grands titres de presse qui aiguissent l'esprit critique et qui se demandent en veille estivale: «le maillot c'est bientôt, je fais quoi là tout de suite pour être au top» (Elle Belgique, mai 2015) ou si en matière de «sexe, sommes-nous vraiment plus libérées» (Marie Claire Belgique, juin 2015).. questions existentielles, à côté de peccadilles comme d'être «contre la prison de Haren et toutes les prisons modernes» (Kairos avril-mai 2015). Attention, au prochain Steenrock Festival, on verra peut-être, à côté de Kairos et de toutes les associations qui soutiennent les sans-papiers et luttent contre les centres fermés: Mode Flash! (on demandera à la présidente si le magazine peut sponsoriser l'événement...).

Bon, on s'est dit, c'est peut-être une erreur, ils se sont gourés à l'AJPP et la présidente elle est indétrônable depuis 1997, tout le CA cherchant à la foutre dehors... pas de bol, à la fin de la présenta-

tion de Claude Muyls sur le site, on pressent qu'ils sont copains comme cochons, car «pour l'aider, elle est entourée d'un Conseil d'administration aussi performant que disponible». Et on y va! on trouve parmi le Conseil d'administration de l'AJPP :

- la rédactrice en chef du magazine Transpo («L'officiel belge du transport et de la logistique, paraît onze fois par an, le 5 de chaque mois»);
- un freelance «passionné par la photographie» qui «a immortalisé de nombreux événements sportifs tels les coupes du monde de football, les coupes d'Europe, les Jeux Olympiques, les défilés de mode à Milan et Paris»;
- un journaliste spécialisé dans «les nouvelles technologies de l'information dans les pages de divers magazines spécialisés»;
- un docteur en droit de l'UCL, ancien «rédacteur à L'Ergot, l'organe officiel des étudiants francophones lors des événements de mai 1968 en France». De là, il a débuté son plan de carrière d'où lui vient «sans doute, un petit côté «anar» (sic) dont il n'a jamais pu se défaire. Spécialisé dans la défense du consommateur et dans l'automobile, il a successivement collaboré à Sport Moteur, au Moniteur de l'Automobile et aux magazines télévisés «Au nom de la loi» et «Autant Savoir» de la RTBF. (...) Après un bref passage par l'information générale (...) il s'est définitivement fixé dans la presse écrite (sic): rédacteur en chef et directeur de Transpo [encore!], un mensuel spécialisé en transport et en logistique jusqu'en janvier 2011, il collabore de façon régulière aux pages automobiles de la DH-Les Sports depuis 1992. Membre fondateur de l'Association pour l'Autorégulation de la Déontologie Journalistique (AADJ) en 2009, il est membre effectif du Conseil de Déontologie

Journaliste (Le Petit Robert)

1. Celui qui fait, publie un journal. è vx gazetier.
2. Mod. Personne qui collabore à la rédaction d'un journal.
3. Personne qui s'occupe de l'information dans un système de médias.

Information

Cour. Une information, des informations. Fait ou jugement qu'on porte à la connaissance d'une personne, d'un public à l'aide de mots, de sons ou d'images.

(début xxe) L'information. Ensemble des informations, et par ext. Action d'informer l'opinion sur la vie publique, les événements récents. è communication.

Journalistique (CDJ) depuis 2010. Il est également membre d'honneur de l'Union Belge des Ingénieurs de l'Automobile (UBIA);

- un «préretiré malgré lui» du secteur de l'hôtellerie de luxe ;
- «un ancien journaliste de Le Pourquoi Pas? Le Vif (à son lancement), Tele Pro, Le Soir, La Libre Belgique, Paris Match,... ancien Rédacteur en chef de Park-Mail (journal gratuit distribué surtout dans les cinémas et les parkings bruxellois) et de PC World, il a collaboré aux pages «technologiques» de nombreux supports écrits et radiodiffusés».

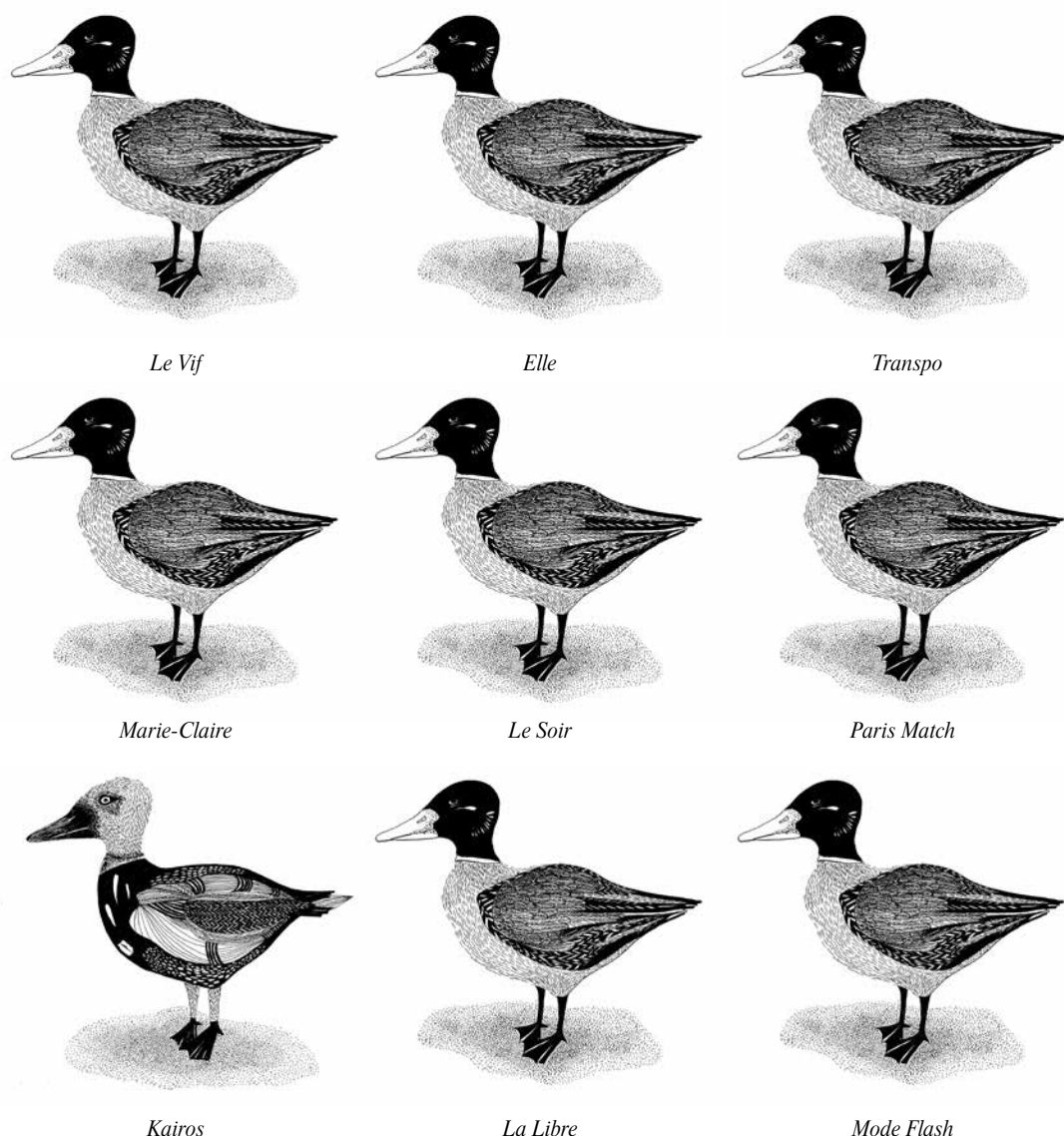
Après, on est allé voir du côté du «gala cinématographique» que l'AJPP organise chaque année, où un film est projeté pour «les journalistes membres, leurs relations et différents invités». Dans le choix des derniers films, pas de Pas vu pas pris, Les nouveaux chiens de garde, La fabrication du consentement... non, faut pas rêver, mais: Brabançonne (2014), Marine (2013), The words (2012), The ides of march (2011)... de quoi alimenter sa réflexion critique sur le journalisme? Ou plutôt de quoi se divertir et se préparer pour «le cocktail offert dans la foulée»...

Technologie, bagnoles, mode... diversité dans le même, pluralisme de pacotille. Ne trouvez-vous pas que c'est assez stupéfiant d'être considéré comme journaliste quand on bosse pour «l'officiel belge du transport et de la logistique», mais pas quand on tente de fournir une information critique sur ce monde et proposer autre chose? Et ne l'est-ce pas encore plus dès lors que nos juges sont ceux qui bossent pour la presse conformiste, même s'ils peuvent toujours se retrancher derrière leurs «arrêtés»?

Si cela ne vous étonne pas, il vous reste à vous abonner à Transpo ou, en désespoir de cause, à Elle Belgique! Ou les deux... si vous prévoyez de partir à la plage en camion!

Alexandre Penasse

* Avec le soutien et l'approbation de Jean-Pierre L. Collignon, membre de l'AJP depuis 1992 ET bénévole à Kairos.



Canards de nos régions

Illustrations: Flore Figuière

(1) Tout est identique... à part des petites fautes d'orthographe que nous avons laissées dans le courrier original envoyé (c'est honteux!), que les correctrices avisées ont bien sûr identifiées.

BRÈVES

SUR LES VOIES D'INSTAURATION DE L'ÉCO-SOCIALISME ET DE SES DÉMOCRATIES DIRECTES ET DÉLÉGATIVES

Que l'interruption de l'extinction humaine en cours – si elle a lieu par miracle – ressortisse à l'action révolutionnaire frôle dangereusement l'euphémisme. La démocratie directe et délégative que veut l'écocapitalisme, seul candidat sérieux, pour autant qu'il se conçoive de manière conséquente, à la mutation immédiate dudit cours global, n'aura pas, est-il besoin de le rappeler, la bénédiction des classes dominantes et dirigeantes (sans parler des classes subordonnées). À supposer que cette mutation parvienne à commencer de s'instaurer par la voie des procédures de recrutement du personnel d'État rotatif, où nos ennemis voient - ou feignent de le faire - la garantie de ce qu'ils appellent démocratie au sens absolu et qui ne donnent lieu qu'au gouvernement représentatif du capital sur un territoire provincial donné, les agents dirigeants de ce système exterministe et leurs commanditaires actionnaires ne se laisseront pas congédier de bon gré ni de gaieté de cœur. C'est pourquoi envisager la voie électorale, seule disponible du point de vue de l'investissement de l'État par les forces interruptrices du désastre en cours, doit s'assortir de l'élaboration de préparatifs spéciaux en vue du point où, à la suite d'une première victoire électorale toute putative (conquête de toute manière par le biais d'annonces programmatiques forcément et délibérément lacunaires, en raison des résistances farouches que les mesures nécessaires ne manqueraient pas de rencontrer y compris, comme déjà suggéré, de la part de masses à peu près complètement anesthésiées par le régime d'information psychotique installé par le pouvoir depuis les attentats de 2001), le conflit politique aura rapidement et inévitablement atteint le seuil de non-retour pour faire place à l'affrontement pur et simple. Le débat 1. sur la teneur d'un discours électoral efficace et 2. sur les mesures à prendre sans délai en matière de sécurité en prévision de l'affrontement qu'il faut imaginer inévitable à très court terme est d'une urgence absolue. Il est donc d'ores et déjà clair qu'à l'heure qu'il est, l'on ne saurait exagérer l'importance vitale du soutien combatif qu'apporteront à ce cours strictement politique les minorités lucides à l'œuvre dans cette efflorescence de mouvements sociaux qui jettent dès à présent les bases matérielles des multiples sociétés humaines sans classes à venir. Ces dernières, pour putatives qu'elles soient, éviteront soigneusement le risque de faire s'épuiser les autres sociétés naturelles avec lesquelles elles ne pourront plus que coopérer, fût-ce bien entendu par le biais d'une domestication résiduelle incompressible.

Jonas Vigna Carafe est l'auteur entre autres de *L'Hypothèse communaliste*, Anibwe, 2012. Il collabore très régulièrement avec Jean-François Gava.

LES OBSESSIONNELS DU SANS-FIL EN SOMMET

Le mercredi 3 juin s'est tenu le *'Brussels smart city summit'*. De quoi s'agit-il? Le mot *'Smart'*, à traduire par 'Intelligent', est en passe de devenir aussi courant que *'Durable'* dans la bouche des responsables politiques, économiques et donc... urbanistiques. Le sommet de *'Bruxelles, Ville intelligente'* se place dans la droite ligne des téléphones, devenus intelligents, des compteurs d'énergie, bientôt tous intelligents, des maisons, en passe de le devenir... A présent doivent également être *'intelligentes'* les villes, c'est-à-dire ultra-connectées. Bruxelles va donc se placer sur la carte des *Smart Cities*. Subtilité belge, Bruxelles sera une « Smart Région »! Dans les présentations de l'événement, les termes « équitable/efficace/durable », sont assésés comme des mots interchangeables (mais à placer absolument). Cinq thèmes pour ce brainstorming géant : Smart & Safe, Smart & Mobile, Smart & Social, Smart Services et Smart Infrastructures.

Oups, ils ont oublié le sixième thème: 'Smart Santé Publique', car pour qu'une Smart City réussisse, Jean-Marc Harion (administrateur d'Irisnet et CEO de Mobistar, en vidéo sur le site) nous rappelle qu'*'il faut évidemment d'abord un réseau large bande performant intelligent'*, qui nous fera évoluer encore plus dans un

four à micro-ondes géant, en plaçant des émetteurs partout dans la ville. Du wi-fi rapide partout, des émetteurs dans les poteaux électriques, les poubelles, les parcmètres, etc. Et pourquoi pas dans le derrière de ton grand-père, Jean-Marc? « *Avec l'explosion de l'«internet of Things» on prévoit qu'en 2020 il y aura plus de 50 milliards d'objets connectés* ». Pour vivre dans le meilleur des mondes du contrôle social par la technologie, en foutant en l'air la santé humaine, les psychopathes du sans-fil ont encore frappé!

G.H.

Site de l'événement: <http://event.smartcity.brussels/>. Pour en savoir plus sur le désastre sanitaire dû au sans-fil, lire ou relire le dossier paru dans le n°5 de Kairos (Février-Mars 2013) « *Les ondes électromagnétiques : un fléau qui rapporte!* ». Plus d'info sur: <https://demobilisation.wordpress.com> et www.robindestoits.org. Sur le sujet, lire également la chronique de Paul Lannoye « *Villes intelligentes ... citoyens domestiqués* », dans le numéro 13 de Kairos, avril/mai 2014.

« O VILLAIN, VILLAIN, SMILING, DAMNED VILLAIN ! »

(Hamlet I, v, 114)

Lors d'une récente interview accordée au Corriere della Sera (www.corriere.it/esteri/), Poutine remet les pendules à l'heure avec des accents shakespeariens qui sont malheureusement totalement adéquats à la Novlangue occidentale: « *Je crois que seul un fou – et seulement dans un rêve – peut imaginer que la Russie attaque soudainement l'OTAN. Il me semble que certains pays tirent simplement profit des craintes des gens par rapport à la Russie. Ils veulent juste jouer le rôle de pays aux avant-postes qui devraient recevoir certains équipements militaires supplémentaires, des aides économiques, financières et autres [...]* » (« Solo una persona non sana di mente o in sogno può immaginare che la Russia possa un giorno attaccare la Nato. [...] » traduit et cité par <http://francais.rt.com/international/2987-poutine-otan-attaque-reve-fou>). La Russie ne fait que répondre aux menaces engendrées par l'expansion de l'OTAN jusqu'à ses frontières. Il faut la toute puissance des chiens de garde médiatiques pour faire croire le contraire.

Michel Weber

TOUS CONNECTÉS POUR LA SÉCURITÉ

La tyrannie technologique avance inexorablement. Ainsi, dans une école bruxelloise, un projet-pilote a équipé cinquante élèves de 5ème et 6ème primaires de bracelets électroniques connectés à l'ordinateur central de l'établissement. Leurs déplacements sont enregistrés en temps réel, permettant de mieux gérer les absences et les présences, ainsi que la sécurisation des lieux, dit-on. Même la cantine est « smart », délivrant à certains élèves des repas diététiquement sur mesure, le bracelet calculant, entre autres, le poids, la taille et l'indice de masse corporel de l'enfant.

Le directeur Jean-Michel Brochet apparaît comme un techno-enthousiaste hypocrite quand il prétend que ce système n'est « *pas fait pour fliquer, mais pour avoir des yeux derrière la tête* ». Ah bon, où est la nuance? Selon ses dires, les parents seraient déjà favorables à l'expérimentation et « *s'il y a une adhésion forte au projet, on mettra le turbin pour équiper tout l'établissement!* ». Nous voilà prévenus... La Fédération Wallonie-Bruxelles a érudé la demande de renseignements que lui adressait Le Ligueur (1er avril 2015). Est-elle gênée ou a-t-elle un plan com' derrière la tête? L'avenir nous l'apprendra, mais je penche pour la deuxième explication. Les technoptimistes m'accuseront de délirer comme un sous-Orwell de pacotille. Qu'importe. Dormez, parents, la connexion généralisée des écoles est pour demain, et de toute façon, on n'arrête pas le progrès... fût-ce au prix de la liberté et de la dignité humaine. **Michel Weber**

B. L.

DE LA VOLONTÉ DE NE SURTOUT PAS RÉSOUDRE LES PROBLÈMES (CRÉÉS PAR NOS SOINS ?)

Dans la communauté internationale, dès que l'on pense « problème » on comprend « absence de solution » autre que militaire, comme de juste. Un groupe terroriste prospère-t-il du commerce du pétrole? Le bombardement des champs pétroliers et des raffineries s'impose d'autant plus volontiers qu'ils appartiennent à un État-voyou. Une grande démocratie massacre-t-elle ses citoyens? Il est urgent de protester poliment devant la première instance internationale venue, pourvu qu'elle ait prouvé son inertie voire son incurie. L'assemblée générale de l'ONU ou le Parlement européen feront parfaitement l'affaire. Mais lui offrir toutes les armes nécessaires à sa « légitime défense » doit rester prioritaire. Une épidémie s'annonce-t-elle dans un pays du Tiers-Monde? On fera la guerre au virus en dépêchant un corps d'armée. Un centre médical opérationnel ou une unité du génie étant difficiles à opérationnaliser, on préférera bien sûr une unité de combat. L'efficacité avant tout.

Pourtant, il est permis de se demander ce qu'il arriverait aux premiers s'ils étaient victimes des mêmes sanctions que celles projetées contre la Russie : par où les flux monétaires passent-ils au juste lors de l'achat du pétrole? Rien que des valises de dollars en petites coupures? Ensuite, les grandes démocraties perpétuellement menacées par le terrorisme seraient pieds et poings liés dès lors que le grand frère US-américain refuserait simplement de leur fournir les données satellitaires nécessaires à leurs campagnes. Enfin, une pandémie se combat depuis toujours par la quarantaine et le cordon sanitaire, les malades perdant ipso facto leur statut de touriste...

Michel Weber

TTIP : LE PARLEMENT EUROPÉEN SE RÉVEILLE (OU PAS)

Les parlementaires européens étaient normalement amenés à se prononcer le 10 juin 2015, lors d'une séance plénière, sur une série de recommandations à l'intention de la Commission européenne dans le cadre des négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement avec les États-Unis (PTCI en français, TTIP en anglais). Ces recommandations sont contenues dans un rapport de 102 pages qui a été élaboré par la « Commission du commerce international » (INTA). La Commission INTA a voté ce rapport le 28 mai 2015 à 28 voix pour, 13 contre, 0 abstention. Seul un membre des sociaux démocrates (S&D) a voté contre (9 ont voté pour). Un membre du groupe des conservateurs et réformistes (ECR) a également voté contre. Viennent ensuite 3 membres EFDD, 3 GUE/NGL, 3 Indépendants et 2 Verts/ALE. Marie Arena (S&D), seule membre belge permanente de cette commission avait participé au début de la réunion mais n'était plus présente lorsque ce vote a eu lieu.

Ce rapport destiné à la Commission européenne (qui a mandat pour négocier le TTIP) « *n'aura pas de valeur juridique mais son effet sur les négociations sera très important* » (1). Celui-ci est composé d'une première partie regroupant les recommandations de cette Commission INTA, vient ensuite une série d'avis provenant de 13 autres commissions. Inutile de lire les 102 pages pour se rendre compte que le rapport ne prévoit pas, à ce stade, l'arrêt des négociations comme le demande fermement un nombre de plus en plus croissant de citoyens européens. Le débat en réunion plénière du Parlement européen qui était prévu le 10 juin 2015 a été reporté faute d'accord politique. Un important désaccord existe en effet au sein de la majorité sur la question des chambres arbitrales privées.

L.H.

(1) <https://stop-ttip.org/fr/blog/european-parliament-vote-ttip-resolution/>

VU, LU, ENTENDU



PALESTINIEN D'ISRAËL

Si le conflit israélo-palestinien a le plus souvent été traité sous l'angle de la colonisation israélienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et le sort des Palestiniens victimes de celle-ci, peu d'écrits ont traité de la question de la minorité palestinienne vivant à l'intérieur d'Israël. Le livre de Ben White « *Être Palestinien en Israël. Ségrégation, discrimination et démocratie* », deuxième publication de La Guillotine, comble formidablement ce manque, traitant deux thèmes principaux dans son livre : « *le rapport d'Israël avec la minorité palestinienne et le vrai sens du terme «État juif et démocratique»* ». Dès les premières pages, nous saisissons par la discrimination institutionnalisée à l'égard de cette minorité de l'intérieur, que l'« *exception démocratique* » que serait Israël dans la région, tant rabâchée par les Occidentaux, n'est que fumisterie. La ségrégation et le racisme à l'égard des Palestiniens d'Israël sont inscrits dans ses lois et son histoire : « *dès ses prémices, le projet politique sioniste en Palestine a été, par nécessité, antidémocratique et exclusivement en faveur de Juifs* ». Ben White aborde la problématique sous cinq axes qui constituent autant de chapitres : « *Juif et démocratique* », « *Le régime foncier* », « *Judaïsme et menace démographique* », « *Discrimination systématique* », « *Contrecarrer le changement démocratique* ». Tout au long, l'auteur démontre la façon dont l'État d'Israël a mis au point, depuis le début, une véritable machine ségrégationniste en recherche permanente d'une pureté juive de la nation, ce qui ne peut qu'être totalement antagonique avec une volonté de paix et une démocratie.

Ben White, « Être Palestinien en Israël, ségrégation, discrimination et démocratie », Édition La Guillotine, 2015, 158 pages.

A.P.



PLUS FORT QUE COSTAUD

Biscoto, c'est un journal mensuel pour enfants avec des histoires, des BD, des jeux, des blagues, un poster... Chaque numéro tourne autour d'un thème différent.

Biscoto, c'est un journal alternatif ouvert, bourré d'humour et d'audace, tant plastique que narrative. Un journal accessible à tous les enfants sans discrimination socioculturelle.

Biscoto s'adresse aussi bien aux garçons qu'aux filles et est intrinsèque sur les principes anti-sexistes.

Biscoto est garanti sans pub!

Biscoto se veut une large vitrine pour la nouvelle création visuelle et privilégie la participation de jeunes artistes, illustrateurs, auteurs ou dessinateurs de BD.

Biscoto, « le journal plus fort que costaud ».

3,5 euros, disponible en librairies et sur abonnement.

www.biscotojournal.com

Véronique Gallez

PODER SIN PODER

Webdocumentaire, *Podar sin poder* est le fruit d'un voyage en Espagne et en Amérique latine, dont Edith Wustefeld et Johan Verhoeven (qui ont signé de nombreuses « Alternatives » tirées de leur expérience, dans Kairos) ont ramené une vingtaine d'expé-

riences d'autogestion et d'autonomie. Les auteurs ont porté leurs interrogations « *sur les possibilités de s'organiser autrement, de manière plus collaborative, démocratique et égalitaire* » en centrant leur voyage sur des « *pratiques qui cherchent à mettre en place un agir radicalement démocratique, un fonctionnement horizontal ou encore qui se revendiquent de l'autogestion* ». On entre dans le sujet par 4 portes correspondant à 4 thématiques différentes : culture, travail, résistance, éducation, où sont relatées les diverses expériences rencontrées.

Le projet s'appuie sur deux convictions :

- « *Il est nécessaire et urgent de refonder des projets de transformation sociale et d'inventer des nouveaux modèles de fonctionnement collectif.*

- « *Les fondements d'une nouvelle critique et les réflexions sur un nouveau modèle de société doivent à notre sens s'appuyer sur des expériences concrètes qui sont autant d'explorations pertinentes, pour informer sur leur existence et les analyser.*

www.podarsinpoder.tv

QUI DÉCIDE CE QUI EST OU N'EST PAS « COMLOT »

Il y a dans la façon de traiter certains sujets par *Le Monde diplomatique*, des raccourcis qui ressemblent étrangement à ceux qu'usent ceux qui ne veulent pas qu'on se pose des questions. Dans son dernier dossier « *Vous avez dit complot?* », si Frédéric Lordon reconnaît dans l'article d'introduction qu'il faudrait « *retenir ce qu'il peut y avoir de fondé dans certaines thèses immédiatement disqualifiées sous l'étiquette désormais infamante de «conspirationnistes»* », il en oublie de préciser que le complot n'est révélé que lorsqu'il perd ce qui en fait sa caractéristique principale : celui d'être dissimulé, et que de là en découle qu'avant « la découverte », nous ne sommes que dans le domaine des conjectures. Cela pose deux questions au moins : premièrement, à qui donc, dès lors, de décréter ce qui est ou n'est pas complot? ; ensuite, dès lors que celui qui questionne la thèse officielle se voit cataloguer comme conspirationniste, comment prendre du recul sur les arguments qu'il avance et ne pas se focaliser sur son « monodéisme ». A la première question de l'identification du « vrai » complot, il semble que dans ce domaine, certains intellectuels patentés auraient quelques prérogatives. Exemple : la thèse officielle du 11 septembre 2001 ne doit pour *Le Monde diplomatique*, et depuis le début, ne laisser aucune place au doute. S'il est vrai qu'il y a chez certains une sorte de loisirs monomaniaques dans la question de l'effondrement des tours, il n'en reste qu'il est intéressant de voir ce qu'a permis le 09/11, le basculement brutal qui s'en est suivi dans la géopolitique mondiale, tout comme les détails techniques troublants (voir le Kairos de septembre-octobre 2013). Dans ce cadre, l'article « *Qui croit à la version officielle* », est particulièrement démonstratif de la malhonnêteté intellectuelle de ceux qui tacitement s'instituent en détenteurs de la vérité – de la thèse officielle –, puisqu'ils expliquent notamment l'attaque simulée par l'armée américaine pour justifier la guerre du Vietnam en 1964 – un complot donc – pour mieux, semble-t-il, disqualifier ceux qui mettent en doute le 09/11, conspirationnistes évidents ; de même, dans l'article « *Une obsession dans le monde arabe* », l'auteur regrette l'inclination au complotisme, « *cela d'autant que l'histoire du monde arabo-musulman n'est pas exempte de vrais complots* »... Dressant le prototype du complotiste parfait, rappelant les véritables milliers de complots dont a été victime l'Amérique latine, on ne voit pas bien ce que veut dire *Le Monde diplomatique* dans ce dossier, à part peut-être que, dorénavant, il faudra les appeler quand on veut pouvoir distinguer le vrai du faux complot.

Le Monde diplomatique, juin 2015.

A.P.

VISAGES HUMAINS

Sur la couverture, un petit d'homme, à peine trois ans, portant une pancarte où il est inscrit « *J'ai 2 ans, je suis sans papier, sans droit. Est-ce normal?* » Le contraste entre l'enfant du monde, et ses droits qu'on leur refuse est suffisant.

Vingt-trois parcours de migrants aujourd'hui en Belgique.

10 euros – gratuit pour les sans-papiers et le milieu associatif

FROMAGE TYPE PANIR INDIEN

La recette de fromage a été réalisée avec le lait des chèvres de la Ferme IVA gérée en biodynamie. La ferme se situe dans le Nord-Ouest de la Serbie. Cette recette ultra simple (+/- 20 min de travail) donne un fromage de type « panir indien ».

Le plus difficile en ville sera de se procurer du lait frais. Le fromage peut aussi être fabriqué à partir de lait de vache. Cette recette a été élaborée à partir de 10 litres de lait duquel on récupère 1 à 1,2 kg de fromage.

Ingrédients

10 l de lait frais (entier)
4 citrons
1 c à café de vinaigre
5 c à café de sel

Matériel

1 grande casserole
1 écumoir
1 étamine (tissu)
1 passoire
1 bac en plastique
1 grande cuillère ou spatule

Recette

1. Amener le lait à ébullition (fonctionne aussi sur une cuisinière au gaz)
2. Mélanger pendant une minute jusqu'à ce que le lait soit entièrement caillé
3. Verser le lait caillé dans l'étamine à l'aide de l'écumoire
4. Saupoudrer de sel et mélanger
5. Presser le lait caillé dans l'étamine afin de faire sortir un maximum de petit lait
6. Comprimer l'étamine pendant 3-4h (le poids est posé sur une assiette renversée qui recouvre l'étamine)
7. Déguster chaud ou froid

Le fromage peut être frit comme du haloumi, il ne fond pas. On pourrait aussi rajouter des herbes au moment où l'on saupoudre le sel.

Bon appétit!

Bonus : recueillir la fine peau qui se forme à la surface avec une fourchette lors du chauffage du lait jusqu'à l'ébullition. Il s'agit de la crème fraîche ou kaymak (en serbocroate). Salez le et laissez le 'prendre' au frigo. A déguster avec du pain, un délice!!!



AGENDA

(F)ESTIVES 2015 DE L'OBJECTION DE CROISSANCE

Se discutera lors de ces festives l'hypothèse que l'individualisme généralisé de nos sociétés, tant dans sa version libérale-cynique que dans sa version *cool*, accompagne sinon facilite voire provoque une *brutalisation* du monde tant d'un point de vue socio-économique qu'écologique. D'où les interrogations sur : les dérèglements climatiques/le féminisme/l'organisation politique du vivre ensemble. Cette année, plus d'importance sera donnée aux moments festifs, par des spectacles et des initiatives des festivaliers. C'est un moment de dialogue entre diverses parties impliquées ou sensibles au mouvement de la décroissance, à l'antiproductivisme et l'après-développement. www.objectiondecroissance.org

Du 19 au 23 août 2015 à Merlimont, France (62).

FESTIVAL ESPERANZAH

Kairos part voir ce qui se passe du côté du festival Esperanzah à Floreffe. On y aura un stand dans le « village des possibles »... rien d'impossible donc!

Du 31 juillet au 2 août 2015, à l'abbaye de Floreffe. www.esperanzah.be

COLLOQUE : « QUAND L'INVASION TECHNOLOGIQUE MENACE NOS LIBERTÉS ! »

Le GRAPPE entend contribuer au débat indispensable autour de l'invasion des technologies censées nous « faciliter la vie ». Journée de débat avec de nombreux intervenants.

Samedi 17 octobre de 9h30 à 17h00, Université de Namur, Faculté de droit.

Inscriptions par courrier postal : Grappe asbl, rue Raymond Noël, 100, 5170 Bois de Villers, ou à grappebelgique@gmail.com. Huit euros pour les étudiants, quinze euros pour les adultes (à verser sur le compte du Grappe BE67 0682 4086 6787, avant le 10 octobre 2015).

ALTERTOUR

L'AlterTour, relais solidaire à vélo qui existe depuis 2008, partira cette année de Joinville le 18 juillet pour arriver à Calais le 23 août, en passant par la Belgique et le Luxembourg. « Les altercyclistes voyagent ensemble à la rencontre d'Alternatives. C'est un tour "à la carte", en autogestion pour celles et ceux qui souhaitent partager une belle tranche de vie collective dans la simplicité volontaire, découvrir des terroirs préservés, avoir une activité physique source de santé, et dire ensemble : "Nous voulons un monde sans dopages, plus équitable et plus juste" ».

Cette année, l'AlterTour fera l'objet d'un documentaire réalisé par Erick Fretel (« Velotopia ») et par Philippe Borreldont (« L'urgence de ralentir »). Le film sera réalisé grâce au financement participatif via la plate-forme ecobole.

Site de l'Altertour : www.altercampagne.net/

Pour les aider : www.ecobole.eu/fr/altertour-le-film

« LE BICENTENAIRE DU TTIP... »



NE PAS JETER!
PARTAGER!

Contre l'Accord Économique et Commercial Global entre l'Europe et le Canada (CETA) et le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (TTIP ou TAFTA), c'est maintenant!

WWW.NO-TRANSAT.BE

Kairos

Kairos souhaite montrer qu'un journal peut être indépendant, et engagé, offrir au lecteur la capacité réelle de saisir et de penser les enjeux actuels, en faisant sortir le lecteur de ce rôle que les médias dominants lui ont donné avant tout autre: celui d'un client lecteur d'une presse dont l'information était un prétexte. Un média est ce qui nous offre la possibilité de comprendre ce qui sort de notre rayon direct d'analyse, il est donc essentiel dans la formation de la pensée critique, et donc de la citoyenneté. Il faut oser dire et montrer que la diversité n'existe pas actuellement dans des médias qui sont peu ou prou les mêmes et propagent un modèle de pensée unique. Il faut nommer les limites, celles qui dépassées relèguent une partie de l'humanité au ban du monde et amènent à considérer la terre comme un vaste réservoir inépuisable, réceptacle de nos déchets. La citoyenneté est à ce prix... elle ne s'achète pas.

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 — BIC TRIOBEBB,

et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 18 euros pour un an et 6 numéros)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique